

SOUS LA DIRECTION
D'OLIVIER PETITJEAN
ET IVAN DU ROY

Multinationales

Une histoire du monde
contemporain



La Découverte

Composé par Facompo
Création graphique de la couverture : Quentin Poilvet
Dépôt légal : février 2025

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**.

ISBN 978-2-348-07707-4

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2025.
34, rue des Bourdonnais, 75001 Paris

AVANT-PROPOS

POURQUOI UNE HISTOIRE DES MULTINATIONALES

Les multinationales, on en parle beaucoup. Que ce soit pour admirer leurs marques, louer leurs innovations ou leurs exploits techniques, dénoncer leurs méfaits en matière sociale, environnementale ou fiscale, ou redouter leur influence et la manière dont elles peuvent faire primer leurs intérêts privés aux dépens du bien commun. Leur présence insistante dans nos discussions publiques et privées ne fait d'ailleurs que refléter l'ubiquité de leurs produits, de leurs services, mais aussi de leurs images et de leurs récits dans notre vie quotidienne – ce que nous consommons, nos déplacements, les services qu'elles nous vendent ou la manière dont nous occupons notre temps de loisirs. Impossible de le nier : depuis notre navigation internet confortablement installés chez nous jusqu'aux forêts tropicales les plus reculées, nous vivons, plus que jamais, dans un monde de multinationales. Elles sont devenues incontournables.

Mais les connaît-on vraiment ? Nous pensons que non, ou en tout cas pas assez.

C'est d'ailleurs ce qui peut alimenter les simplismes, voire les fantasmes ou les visions complotistes, à leur sujet. Mais reconnaissons aussi que cette méconnaissance relative n'a rien d'un hasard. Elle tient pour partie à la manière dont les multinationales se sont constituées et dont elles agissent : par-delà les frontières, en dehors des espaces de débat démocratique traditionnels, pour partie à l'abri des regards du public qui ne voit que les marques, la communication commerciale, les variations des indices boursiers et les produits finis.

L'ambition de ce livre – simple, téméraire et nécessaire à la fois – est d'aider les lecteurs et les lectrices à comprendre ce que sont les multinationales et comment elles en sont arrivées à devenir ce qu'elles sont aujourd'hui. Nous souhaitons raconter ici non seulement d'où viennent leurs richesses et leur puissance, mais aussi comment elles ont contribué

– et contribuent encore – à façonner notre existence, notre culture, notre environnement.

Cet ouvrage propose un premier tableau d'ensemble, clair et accessible, de l'histoire des multinationales, depuis leur émergence jusqu'à aujourd'hui. Une histoire faite d'hommes surtout – mais tout de même aussi, de manière plus invisible, de femmes, bien plus souvent dans les ateliers, les magasins ou les *open spaces* qu'aux tables, très masculines, des conseils d'administration –, d'opportunités, d'intuitions, d'inventions, de révolutions techniques, et également de mensonges, d'exploitation, de pillage et de cynisme. Les dates que nous mettons en avant dans cette histoire portent aussi bien sur des épisodes clés dans l'essor de certaines entreprises emblématiques comme United Fruit, TotalEnergies, Google ou Nestlé que sur les facteurs matériels, politiques, juridiques et géographiques qui ont rendu possible ou facilité cet essor. Loin d'être seulement une collection d'histoires individuelles, c'est aussi une histoire des multinationales dans leur ensemble.

Pourquoi une histoire mondiale et non par exemple un traité d'analyse économique ou politique, voire un « livre noir » – pour citer quelques-uns des genres auxquels notre objet aurait pu aussi se prêter ?

D'abord, parce que nous souhaitons inscrire ces multinationales dans la « grande histoire » qui, souvent, les néglige alors que, comme vous le découvrirez dans ce livre, elles en sont des acteurs clés au même titre que les forces et personnalités politiques, les mouvements sociaux et culturels, ou la dynamique des relations internationales et des guerres. En retour, les conflits et les crises sont souvent des moments d'enrichissement et d'expansion pour les multinationales. Celles-ci sont aussi des acteurs de changements moins visibles de nos sociétés, de nos modes de vie, de nos cultures et de nos environnements naturels. Cette « histoire mondiale » raconte aussi comment de nouveaux secteurs de l'économie, de nouveaux pans de la société, de la culture et de la vie quotidienne – du réveil au coucher et parfois jusqu'au sommeil – sont progressivement passés sous leur influence, devenant des marchés potentiels pour des générations successives de grandes entreprises.

Aborder les multinationales d'un point de vue résolument historique est également nécessaire pour casser l'impression d'inéluctabilité qui est souvent entretenue à leur sujet. Leur essor et leur puissance actuelle ne relèvent d'aucune loi naturelle ni d'aucune main invisible. Ils sont la conséquence de conditions et de choix économiques, politiques, juridiques, techniques, financiers ou culturels qui se sont imposés et que les multinationales ont contribué en retour à consolider et diffuser dans le monde entier. Ces conditions, ces choix auraient pu être différents. Ils évoluent d'ailleurs au cours de l'histoire. Comme les empires, les multinationales

peuvent disparaître. On en verra quelques exemples dans ce livre. L’histoire que nous proposons est certes souvent celle de leur développement et de leur expansion, mais c’est aussi une histoire de résistances et de tentatives maintes fois répétées de remettre « sous contrôle » ces créatures de la modernité industrielle puis numérique et de la mondialisation économique.

Raconter leur histoire nous semble d’autant plus important que les entreprises n’apprécient guère l’exercice. Depuis les années 1980, au fil des fusions-acquisitions, des restructurations successives, des changements de nom et de réputations entachées, nombre d’entreprises françaises et européennes semblent délibérément chercher à effacer leur histoire, ou en tout cas certains aspects. Les multinationales qui revendiquent encore une continuité historique depuis les circonstances qui les ont fait émerger préfèrent souvent écrire elles-mêmes leur propre « biographie » ou la sous-traiter à des plumes bienveillantes. Les récits qui en résultent versent souvent dans le panégyrique et évitent d’aborder sérieusement les sujets qui fâchent (de la collaboration avec une dictature aux pollutions qui ont été générées). De nombreuses entreprises d’aujourd’hui – pas toutes – exercent un contrôle strict sur l’accès à leurs archives, ce qui complique la tâche des historiens.

Ceci dit, l’histoire mondiale que nous proposons ici n’est pas – il suffit de parcourir la table des matières et la liste des contributeurs et contributrices pour s’en rendre compte – une histoire au sens strictement universitaire du terme. Ce livre est en partie écrit par des historiens et historiennes et se nourrit bien évidemment de travaux de nombreux chercheurs. Nous avons eu à cœur, pour chaque multinationale, de refléter autant que possible l’état actuel de la recherche. Mais il se nourrit également d’autres disciplines universitaires et reflète le travail d’investigation et de réflexion de journalistes et d’acteurs de la société civile qui contribuent eux aussi depuis plus d’un siècle à mettre en lumière le fonctionnement des multinationales et les conséquences directes et indirectes de leurs activités sur notre vie et celle de la planète.

Cette pluralité de points de vue et de style se retrouve tout au long de ce livre. Plusieurs textes qui le composent sembleront peut-être trop critiques ou trop engagés à certains, d’autres au contraire trop descriptifs et pas suffisamment critiques. Cette diversité nous paraît non seulement une richesse, mais aussi une nécessité. Elle symbolise le fait que, pour nous, cette histoire et les débats qu’elle ouvre doivent dépasser la sphère académique. Elles sont notre affaire à tous. Le propos ici n’est pas de juger, mais de contribuer à ramener les multinationales dans le débat public, dans toutes les dimensions de leurs activités et avec toutes les tensions que cela implique.

Il était impossible d'être exhaustif. Certains secteurs et certaines régions du monde sont sans doute insuffisamment abordés, faute de place, faute de temps et faute d'expertise sur certains sujets ou certains pays. Notre table des matières accorde une importance qui pourra être considérée comme disproportionnée à la France – le pays depuis lequel la plupart d'entre nous écrivons – et probablement aux États-Unis – la première puissance économique et politique du xx^e siècle et du début du xxi^e, et le pays qui, jusqu'à récemment, était du point de vue du reste du monde celui par excellence d'où venaient les multinationales. Les multinationales non occidentales, ou même celles de régions marginales de l'Europe, n'y font que de brèves ou tardives apparitions – car nombre d'entre elles n'ont pris que récemment une envergure mondiale. Nous espérons que cela ne nuit pas au tableau d'ensemble.

Puisse ce livre être une source de connaissance et de compréhension mais aussi d'inspiration pour nos lecteurs et lectrices à aller plus loin, continuer à enquêter, à analyser et à débattre de cette histoire encore ouverte qui est la nôtre et à agir là où les situations d'injustices et d'abus leur sembleront les plus sensibles.

Un petit groupe de chercheurs nous a accompagnés dans cette entreprise, nous conseillant sur le choix des sujets et des auteurs, et relisant avec patience, compétence et bienveillance les textes qui nous arrivaient ou que nous avons nous-mêmes écrits. Nous adressons nos plus vifs remerciements à Michel Capron, Alain Deneault, François Jarrige, Sophie Lemaître, Claire Lemercier et Dominique Plihon. Il va sans dire qu'ils ne sauraient être tenus responsables de nos choix et de nos éventuelles erreurs.

Pour écrire les textes courts qui complètent tout au long de cet ouvrage les articles principaux qui, eux, sont signés, nous avons été aidés par le journaliste Guy Pichard, que nous remercions également.

INTRODUCTION

La plupart d'entre nous seraient bien en peine de savoir nommer les oiseaux, les arbres, ou les constellations, mais pourraient reconnaître instinctivement les logos des cent plus grandes multinationales au monde. C'est le signe de leur omniprésence, non seulement dans l'économie et la société d'aujourd'hui, mais aussi dans notre univers mental. Nous – les Occidentaux, les urbains, les modernes – vivons immergés dans un monde de multinationales. Et même ceux qui ne sont ni occidentaux, ni urbains, ni modernes, même les populations traditionnelles du fin fond de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique latine, sentent et subissent de plus en plus leur poids et leur présence.

Où que nous tournions nos regards, les multinationales façonnent le monde. Elles nous vendent une grande partie de notre nourriture, elles assurent nos besoins quotidiens, elles nous informent et nous divertissent. Elles emploient nombre d'entre nous, directement en tant que salariés, ou indirectement *via* leurs entreprises sous-traitantes, leurs fournisseurs ou leurs prestataires. Elles font circuler d'un bout à l'autre de la planète les hommes et les femmes, les marchandises, les emplois, les données, les idées et les flux financiers. Elles retournent en notre nom la surface de la terre pour extraire des minerais et des sources d'énergie fossile. Elles transforment en notre nom les forêts en plantations et les terres agricoles en infrastructures et en projets urbains. Elles modifient en notre nom l'atmosphère en émettant des quantités toujours plus importantes de gaz à effet de serre.

Et pourtant, malgré leur évidence, malgré leur omniprésence et malgré le rôle souvent central qu'elles jouent dans les grands problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, aussi bien au niveau local qu'à l'échelle planétaire, les multinationales continuent souvent à apparaître ou à être décrites comme des entités un peu éthérées et irréelles, que nous ne savons pas trop comment appréhender. Nous savons qu'elles jouent un rôle central et souvent dominateur dans notre économie, mais nous ne savons pas forcément comment, parce que cette domination ne s'exerce pas seulement de manière directe. Nous savons qu'elles sont puissantes, mais nous ne saisissons pas forcément tous les ressorts concrets de leur influence. Nous les connaissons et nous ne les connaissons pas.

Cette incertitude s'explique en partie par une volonté délibérée, de leur part, de contrôler le récit qui les concerne. Elles en effacent les aspects peu reluisants, préfèrent rester discrètes sur ce qui se passe en leur sein, et tendent à donner à ce qu'elles sont et ce qu'elles font un air d'inévitabilité. Les multinationales nous racontent beaucoup d'histoires, sur elles-mêmes, sur nous et sur le monde, mais elles oblitèrent leur propre histoire et leur propre rôle. Si le climat se détériore, c'est parce que les consommateurs consomment et que les gouvernements ne mettent pas en place les lois appropriées. Si des emplois sont supprimés et si des hommes et des femmes perdent leurs moyens de subsistance, c'est en vertu des lois naturelles de l'économie, d'un coût du travail trop élevé ici ou d'une concurrence déloyale ailleurs.

Le problème tient aussi à l'insuffisance de notre outillage conceptuel et institutionnel pour saisir ce singulier objet juridico-économique que sont les multinationales. À bien des égards, elles se sont développées dans les zones grises de nos cadres juridiques et politiques, conçus pour l'échelle nationale, afin de construire en creux un nouvel objet qui dépasse cette échelle. Nous les avons laissé grandir jusqu'à ce qu'elles prennent presque toute la place, sans que nous ayons développé tous les outils nécessaires pour les comprendre, les réguler et contraindre leur pouvoir. Nous les avons laissées en dehors de notre histoire, de sorte qu'elles ne semblent y intervenir que sur le mode de la *providence* – une providence parfois négative (l'inévitabilité prétendue de l'exploitation, des inégalités, de la destruction de l'environnement naturel), parfois positive (quand nous attendons d'elles qu'elles nous trouvent des emplois, qu'elles rendent accessible l'innovation technologique ou qu'elles nous sauvent du chaos climatique).

L'objet de ce livre est de (commencer à) raconter la véritable histoire des multinationales – non pas de telle ou telle multinationale en particulier, mais de cet acteur historique nouveau qu'elles sont, individuellement et collectivement – et, ce faisant, de les réintégrer à notre histoire commune.

Grandes entreprises, corporations ou multinationales ?

Le choix des mots n'est pas anodin. Il peut contribuer à gommer la spécificité de notre objet, ou au contraire en orienter la compréhension dans une certaine direction. De ce point de vue, le terme de « multinationale » est indéniablement connoté. Dans le débat public, on parle rarement de « multinationales » sinon de manière négative. Ce terme est également réducteur en ce qu'il met l'accent sur la dimension géogra-

phique. Il rend les multinationales lointaines et abstraites. Il peut donner l'impression qu'elles sont par définition des entreprises étrangères, venues d'ailleurs, et que, d'une certaine manière, les « champions nationaux » du CAC 40 (le principal indice boursier en France) – contre toute évidence – ne seraient pas inclus dans la définition.

Cette focalisation géographique gomme d'autres facteurs de distinction tout aussi importants comme la taille ou la nature juridico-politique des entités dont nous parlons. Dans le débat public anglophone, on met d'ailleurs davantage l'accent sur ces facteurs en utilisant le terme *corporations* (auquel sont parfois accolés des adjectifs tels que *multinational*, *transnational* ou *global*) par opposition aux simples *businesses*. En français, ces deux termes sont englobés dans le mot « entreprise », censé rendre compte aussi bien d'un géant comme TotalEnergies que du salon de coiffure du coin de la rue ou de la start-up.

Malgré ses imperfections, nous avons tout de même choisi d'utiliser dans ce livre le terme de « multinationales ». D'abord parce que son usage est bien établi. Ensuite parce qu'il pointe ce qui définit fondamentalement l'objet dont nous parlons : la « multinationalité » de ces entités, autrement dit leur « extraterritorialité ». Cette extraterritorialité est bien sûr géographique. Dans la définition économique commune, une firme devient multinationale à partir du moment où elle réalise un investissement financier direct hors des frontières où elle est implantée : installation ou acquisition d'un site à l'étranger, prise de participation conséquente dans une entreprise existante, création d'une filiale. Cette définition peut englober plusieurs dizaines de milliers d'entreprises. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement en dénombrait ainsi environ 40 000 au milieu des années 1990, en pleine expansion de la mondialisation. Parmi elles, quelques centaines de très grandes entreprises, par un jeu complexe d'interconnexions financières, de participations croisées, de filiales et sous-filiales, de holdings, constituent la très grande majorité de la valeur de l'ensemble de ces entreprises. C'est à elles que nous nous sommes principalement intéressés.

Les multinationales présentes dans ce livre sont donc dans la plupart des cas des entités économiques organisées à l'échelle de plusieurs pays, voire du monde entier, par-delà les frontières nationales et administratives. Ceci dit, cette extraterritorialité est tout autant de nature juridique, économique, fiscale ou politique. Un siège social, des usines, des entrepôts, des magasins peuvent être physiquement implantés dans un pays tandis que les richesses créées, les profits générés, les brevets sont localisés ailleurs, dans un paradis fiscal et judiciaire par exemple. *Idem* pour leurs chaînes d'approvisionnement qui parcourent la planète entière : ici les indispensables petites mains

dans un obscur atelier d'une « zone économique spéciale » où les règles communes ne s'appliquent pas ; là, l'extraction de matières premières dans une zone où la corruption fait loi ; ailleurs encore, les innombrables avocats et lobbyistes qui font prévaloir les intérêts de la multinationale devant un tribunal d'arbitrage privé ou auprès d'une autorité politique. Une multinationale est aussi extraterritoriale dans la mesure où, même dans chaque pays pris isolément, elle échappe largement, de droit ou de fait, à la capacité de contrainte des États qui en sont théoriquement les souverains.

Nous aurions pu privilégier les épithètes « transnational » ou « global », comme on le suggère parfois, pour mettre encore davantage l'accent sur le fait que ces entités ne se contentent pas de franchir les frontières, mais qu'elles les transcendent, se pensent et s'organisent au-dessus d'elles. Outre que ces choix de termes ne correspondent pas au langage courant, on pourrait argumenter à l'inverse que même si elles sont coordonnées à l'échelle mondiale, les multinationales doivent tout de même s'incarner dans des cadres juridiques et s'implanter dans des contextes spécifiques. Elles n'existent pas dans une sphère globale.

Elles s'inscrivent en outre dans un contexte de relations internationales différenciées. Certes, il serait incroyablement naïf de considérer qu'une multinationale comme Google ou TotalÉnergies a une nationalité au sens où un individu en a une, et qu'elle est au service du pays où elle a son siège. Mais il n'est pas indifférent pour autant que la première ait son siège et son origine aux États-Unis, et la seconde en France. Cela fait d'elles ce qu'elles sont aujourd'hui. Que les multinationales aujourd'hui ne soient plus seulement d'origine européenne ou nord-américaine, mais aussi chinoise, russe ou brésilienne change considérablement les termes du débat à leur propos.

Nous parlons aussi de la « multinationale » plutôt que de l'« entreprise multinationale » parce que le terme d'entreprise est comme nous l'avons vu trompeur. En plus de regrouper sous le même chapeau des acteurs économiques de taille et de nature très différentes, il sert surtout à tracer une limite idéologique entre la sphère publique et la sphère privée. L'« entreprise » se définit par opposition à l'État. Les relations entre les multinationales et les États, faites de tensions mais aussi et surtout de collaborations actives, de laisser-faire, de zones grises et de pénétrations réciproques, sont bien plus riches et plus complexes. Nombre des multinationales dont nous parlons dans ce livre sont la propriété au moins partielle d'États, ou l'ont été à un moment de leur existence. L'expression « grande entreprise », fréquemment utilisée en français pour désigner ce que l'anglais nomme *corporation*, soit les grandes organisations économiques qui opèrent à une échelle dépassant le niveau local, permet d'atténuer ces défauts. Elle est occasionnellement utilisée dans ce livre comme équivalent de « multinationale ».

Concrètement, d'un point de vue juridique et pour faire simple, une multinationale est un ensemble de sociétés enregistrées dans différents pays ou territoires. C'est pour cette raison qu'on les appelle souvent des « groupes ». Ce que l'on désigne par le nom « Google » ou « TotalEnergies », ce sont des centaines, voire des milliers de sociétés formellement localisées aux États-Unis, en France, en Chine ou aux Bahamas (par exemple), liées entre elles par des liens capitalistiques et de direction, et placées sous le contrôle plus ou moins direct d'une société-mère – souvent, mais pas forcément, cotée en Bourse – et d'une même équipe dirigeante. Certaines de ces sociétés – dites aussi filiales – peuvent abriter des activités réelles, et employer des dizaines de milliers de personnes. D'autres ne sont que des coquilles vides, de simples boîtes à lettres, placées là pour des raisons de convenance juridique ou fiscale.

Il y a donc un écart structurel entre la constitution juridique d'une multinationale et sa réalité économique et matérielle. C'est le cœur du problème – ce qui lui permet de se jouer des frontières, de localiser ses activités et ses profits où c'est le plus avantageux pour elle, mais aussi d'échapper à ses responsabilités quand ses activités sont la cause d'abus sociaux ou environnementaux. Du point de vue du droit, une « multinationale » n'existe pas véritablement ; seules existent les centaines de sociétés qui la constituent. L'un des enjeux des efforts actuels pour réguler les multinationales, que ce soit sous l'angle de leur responsabilité juridique en matière de droits humains et de climat ou pour combattre l'évitement fiscal, est précisément de faire reconnaître les multinationales comme un tout et leur imposer des règles à ce titre [☞2016 ; ☞2017]*.

La tâche est d'autant plus difficile qu'en réalité les multinationales n'ont pas de frontières bien claires. Certaines filiales sont sous le contrôle direct, à 100 %, de leur société-mère, mais pour d'autres les liens sont plus lointains, et plus ténus. Il existe des filiales conjointes entre deux multinationales ou davantage, ou des holdings avec des participations en cascade dans des filiales et sous-filiales. Surtout, beaucoup de multinationales sous-traitent une partie plus ou moins importante de leur production à d'autres entreprises plus petites, dans leur pays ou à l'autre bout du monde en Chine ou au Bangladesh, qu'elles ont parfois elles-mêmes créées, et dont elles sont parfois l'unique client. Les multinationales « Nike » et « Apple » se réduisent-elles aux quelques milliers d'employés qui conçoivent les produits et les stratégies marketing, ou bien incluent-elles les centaines de milliers de travailleurs et travailleuses mobilisés chez les fournisseurs et sous-traitants de ces géants mondiaux aux différentes étapes de leur chaîne de production ? L'enjeu est

* Ce pictogramme ☞ indique un renvoi vers une autre date traitée dans cet ouvrage.

crucial si la question est de mesurer la responsabilité de ces deux multinationales en matière climatique ou de respect des droits humains au travail. D'un point de vue juridique, les sous-traitants des multinationales sont encore plus séparés de la « multinationale » que le sont les filiales. En réalité, ils sont souvent dans une situation similaire de dépendance économique. Faire reconnaître cette dépendance et la responsabilité qui en découle est également au cœur des efforts législatifs que nous mentionnions précédemment.

Des manufactures médiévales aux multinationales

Si les multinationales existent par la combinaison d'une organisation économique et d'une organisation juridique par-delà les frontières, leur existence est donc relativement récente. Elles apparaissent à un certain moment de l'histoire, que l'on peut fixer très approximativement à la moitié du XIX^e siècle, période à laquelle nous faisons commencer notre livre. Certes, il existait auparavant des formes d'organisation économique à l'échelle internationale, dont les pratiques abusives ressemblaient parfois à celles que nous reprochons aujourd'hui aux multinationales. Nous présentons certains de ces précurseurs dans le prologue qui suit cette introduction. Le droit qui régit les activités des multinationales aujourd'hui s'est également construit sur la base de concepts juridiques qui existent parfois depuis des siècles, dont elles ont étendu et radicalisé la portée.

Par ailleurs, certaines multinationales qui occupent le devant de la scène aujourd'hui se targuent d'une longue, voire très longue, histoire. La multinationale scandinave du papier et des produits forestiers Stora Enso est issue de la fusion de deux sociétés finlandaise et suédoise. La seconde, Enso, est mentionnée pour la première fois dans un document de 1288, qui fixe la répartition des revenus issus de l'exploitation de la mine de cuivre de Falun (en Suède). L'entreprise d'armes à feu Beretta, créée sans doute vers 1500 à côté de Brescia, en Italie, est citée dans un document de 1526 – un contrat de fourniture d'armes à la République de Venise. Saint-Gobain, aujourd'hui encore l'un des poids lourds du CAC 40, a été créée en 1665 par Colbert, sous la forme d'une manufacture royale de glaces de miroir, dans le but de réduire la dépendance de la France envers le verre vénitien. Ces continuités historiques sont sans doute remarquables, et les entreprises concernées aiment à s'en prévaloir, d'autant plus que cela permet de gommer la réalité de ce qu'elles sont aujourd'hui. Ces entreprises étaient-elles, lors de leur création, des « multinationales » au sens que nous donnons à ce terme aujourd'hui ? Évidemment non.

Le moment 1850 marque une rupture décisive sur les deux plans qui constituent les multinationales : le plan politique et juridique, et le plan économique et matériel. D'un côté, c'est l'avènement du modèle de la société anonyme par actions, qui se libère au même moment dans la plupart des pays de la planète de la tutelle des pouvoirs politiques, et devient un acteur juridique autonome – le premier depuis des siècles dans le droit occidental. De l'autre côté, on assiste à un ensemble de développements décisifs dans le domaine des transports, des moyens de communication et de la production qui rendent désormais possible de fabriquer et vendre à l'échelle mondiale et de s'organiser en conséquence. Les échanges commerciaux internationaux avaient commencé à se développer avant, dès les débuts du capitalisme moderne au xvi^e siècle, en pénétrant parfois jusqu'aux couches les plus modestes de la société. Vers 1850, cependant, ce ruisseau devient un fleuve qu'il ne semble plus possible d'arrêter. L'économie et la vie de tous les jours sont de plus en plus étroitement intégrées aux marchés mondiaux, eux-mêmes de plus en plus contrôlés non plus par les grands négociants comme dans la période précédente, mais par des grandes organisations qui organisent elles-mêmes leur production et leurs ventes.

Ces deux grandes ruptures continuent à bien des égards à faire sentir leurs effets aujourd'hui. Certes, les multinationales de maintenant sont beaucoup plus grosses, beaucoup plus riches et beaucoup plus internationalisées que leurs ancêtres du xix^e siècle. Les trois plus importantes valorisations boursières au monde, en 2024, sont Apple et Microsoft, deux entreprises fondées en 1975 et Nvidia, créée en 1993. Elles sont suivies de près par une entreprise encore plus récente, Alphabet, la maison mère de Google, fondée en 1998. La date de création de Tesla est 2003, celle de Facebook (aujourd'hui Meta) 2004. Si innovants que soient les technologies et les services qu'ils proposent, les géants qui dominent le paysage économique aujourd'hui n'en continuent pas moins de soulever les mêmes questions posées dès le début de cette histoire : celle du rôle des actionnaires, par exemple, et de l'arbitrage entre leurs intérêts, ceux de l'entreprise dont ils contrôlent le capital, ceux des travailleurs, des autres parties prenantes, de la société en général ; celle des limites à apporter à l'emprise des multinationales sur l'économie et l'organisation de la société et de nos vies ; celle des moyens de s'assurer que ces nouvelles créatures juridiques à but lucratif, devenues autonomes, contribuent effectivement à l'intérêt général au lieu d'être des forces foncièrement antisociales, voire antidémocratiques ; celle de la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants pour les dommages qu'ils infligent à la société, aux individus et à l'environnement ; celle de notre capacité à négocier ou refuser les règles du jeu économique qu'elles édictent et les technologies et produits qu'elles veulent imposer. On le verra tout au long de ce livre : certains de

nos débats contemporains sur les multinationales se jouent en réalité sous différentes formes depuis plus de cent cinquante ans.

Fils conducteurs

De tout ceci découlent les fils conducteurs qui structurent ce livre. Une première manière de le lire serait sur le mode de la « face cachée de l'histoire », où il s'agirait de mettre en lumière le rôle sous-estimé et parfois crucial joué par les multinationales dans des grands événements dont on ne retient souvent que les acteurs institutionnels (ou éventuellement certains individus) et la dimension politique ou géopolitique. Dans notre narration qui va de 1850 à nos jours, on retrouvera la plupart des grands événements et des grandes crises qui jalonnent l'histoire, mais avec un autre point de vue. Peut-on véritablement comprendre la Première Guerre mondiale sans mentionner le rôle qu'y ont joué les grandes entreprises industrielles pour lesquelles elle a aussi été une occasion de profits historiques ? Peut-on parler des camps d'extermination sans parler d'IG Farben ? Peut-on aborder la colonisation sans mentionner l'avantage stratégique que cette expansion va donner aux grandes entreprises européennes ? Peut-on comprendre le conflit en Ukraine et ses impacts globaux sans prendre en compte la place de ce pays dans l'économie globale et les chaînes de valeur des multinationales occidentales et russes ? Il est permis d'en douter. Ce qui ne signifie évidemment pas que ces événements et ces conflits doivent être réduits à leur dimension économique. Ce n'est pas sombrer dans le complotisme que de suggérer que les intérêts matériels pèsent, autant que les affrontements idéologiques, sur la conduite des nations et la marche du monde.

Une deuxième manière d'aborder ce livre est d'y lire l'histoire de la montée en puissance continue et apparemment inexorable des multinationales, une montée en puissance qui aboutirait au monde d'aujourd'hui où elles paraissent plus puissantes et plus incontournables que jamais. En réalité, cette histoire est tout sauf linéaire. L'expansion des multinationales a connu des périodes d'accélération et des périodes de ralentissement. Dès le début, elle a rencontré des résistances. Leur expansion a dû se négocier avec les États. Si certaines multinationales fondées au XIX^e siècle ont duré jusqu'à aujourd'hui, c'est aussi qu'elles ont su s'adapter à un contexte changeant et parfois contraire. Beaucoup n'ont pas survécu.

Il y a eu historiquement plusieurs manières pour les multinationales de se « multinationaliser ». Certaines ont commencé par se développer et devenir suffisamment importantes à l'échelle de leur marché domestique, avant de se

lancer déjà bien armées sur les marchés des pays voisins puis vers d'autres continents. C'est notamment le cas des grandes entreprises étatsuniennes, dont le marché domestique est immense – et qui, comme elles ont dû trouver les moyens juridiques et économiques d'organiser leur développement par-delà les frontières et les règles différentes des États fédérés, étaient déjà, d'une certaine manière, des multinationales dans un seul pays dès le XIX^e siècle. D'autres, notamment celles qui avaient pour base un pays de taille modeste comme la Belgique ou la Suisse, ou bien celles qui se sont constituées autour de l'exploitation et du commerce d'une matière première objet d'échanges internationaux, sont nées multinationales par la nécessité dès le départ de s'étendre au-delà des frontières.

L'histoire de cet essor se caractérise aussi par l'addition successive de nouvelles générations de multinationales, souvent liées à l'émergence d'un nouveau secteur d'activité (par exemple en raison de la diffusion d'une technologie comme l'automobile ou le numérique) ou l'ouverture au marché d'un nouveau domaine d'activité (comme les télécoms ou l'électricité). En schématisant à gros traits, le XIX^e siècle a vu la naissance de multinationales dans les secteurs de l'industrie lourde (fer, acier, armement, chimie, construction) ou la banque, le début du XX^e siècle dans ceux de l'automobile, de l'aéronautique et du pétrole, la période d'après 1945 dans l'agroalimentaire, les biens de consommation (vestimentaire par exemple) et la grande distribution, la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle dans celui du numérique. La même logique d'addition plutôt que de substitution se retrouve d'un point de vue géographique. Les premières multinationales du XIX^e siècle étaient plutôt (mais pas exclusivement) européennes, celles du XX^e siècle à nette dominante étatsunienne, avant que ne montent progressivement en puissance des multinationales basées en Chine – aujourd'hui les plus grosses au monde sur le papier – mais aussi en Inde, au Brésil et ailleurs.

Une troisième manière de lire ce livre est de renverser la perspective pour y appréhender, précisément, comment de nouveaux secteurs de l'économie, des nouveaux pans de la société, de nouveaux domaines de la culture et de la vie intime ont été progressivement « ouverts » par et pour les multinationales. Au XIX^e siècle, ces dernières étaient essentiellement actives dans le domaine de l'industrie, du transport, du grand commerce et de la finance. Elles commençaient certes à nous vendre quelques produits de consommation courante, destinés à un public large, mais cela ne représentait qu'une fraction infime de la consommation globale. Aujourd'hui, beaucoup d'entre nous passent par les multinationales pour satisfaire nos besoins les plus quotidiens. Tandis que nos grands-parents faisaient les courses dans des petits commerces et cuisinaient à partir de produits « bruts », nous achetons des plats transformés de l'industrie agroalimentaire dans des

supermarchés que nous réchauffons grâce à des équipements électroménagers de grandes marques, alimentés en énergie par d'autres multinationales – quand nous ne nous faisons pas livrer nos repas *via* une plateforme. Avec l'essor du numérique, l'emprise des multinationales, qui s'étendait déjà aux médias et à la culture de masse, pénètre toutes les sphères de nos interactions sociales, de l'information qui nous parvient, de nos esprits.

Cet envahissement progressif de nos vies a plusieurs ressorts. Il s'explique évidemment en partie par la capacité des multinationales à satisfaire nos besoins ou à faciliter nos vies par rapport à celle de nos aïeux. Mais aussi par leur capacité à inventer de nouveaux besoins et à nous convaincre qu'ils sont essentiels. L'invention et l'imposition de nouveaux équipements et de nouvelles technologies – malgré toutes les critiques et les résistances qu'elles suscitent de la part des travailleurs, des consommateurs ou des riverains – jouent souvent un rôle crucial pour permettre aux multinationales de s'ouvrir de nouveaux marchés. Des machines de la révolution industrielle au numérique et aux OGM (organismes génétiquement modifiés) aujourd'hui, en passant par l'automobile, les mêmes débats autour de l'innovation se répètent à plusieurs reprises de notre histoire. Sans oublier le rôle crucial des gouvernements et des autorités publiques qui se laissent souvent convaincre de la nécessité de favoriser le développement des multinationales, et qui encouragent leur expansion à des nouveaux secteurs à travers des politiques publiques favorables, des « ouvertures à la concurrence » ou des privatisations.

Le dernier fil conducteur qui structure ce livre est celui du débat politique et juridique autour des multinationales : comment réguler ou civiliser cette nouvelle force historique et la faire contribuer au bien commun ? La contestation des multinationales est aussi ancienne que les multinationales elles-mêmes. Très tôt, les travailleurs ont cherché la parade face au risque que faisait peser pour leurs intérêts et leurs droits la mondialisation du capital. Dès la fin du XIX^e siècle, la question de l'encadrement juridique et politique des multinationales – la nécessité de repenser notre arsenal législatif pour répondre à leur puissance – s'est posée aux niveaux national, puis international, donnant lieu à des débats acharnés. Elle se pose plus que jamais aujourd'hui. En réponse, les multinationales ont cherché à cultiver leur influence sur le politique. Aux traditions anciennes de relations étroites entre hommes d'affaires et dirigeants politiques s'est peu à peu ajoutée une industrie du lobbying et de la communication destinée à peser sur les institutions et plus largement sur le débat public. Sommées d'assumer la responsabilité de leurs impacts sociaux, sanitaires (l'industrie du tabac ou de l'amiante notamment) et environnementaux, les multinationales ont préféré échapper aux règles contraignantes en développant leurs propres initiatives

et en se faisant de plus en plus présentes dans les enceintes où se discutent les grands problèmes de la planète, avec pour résultat de paraître encore plus incontournables.

Ce livre est divisé en cinq grandes parties, qui sont autant de scansionnements importants des fils conducteurs que nous venons de décrire. Chacune étant dotée d'une introduction spécifique, il n'est pas besoin de les décrire en détail ici. Elles regroupent à la fois des grandes dates, qui font l'objet d'une narration détaillée, et des récits plus courts qui relatent d'autres épisodes clés des périodes concernées ou font le portrait de certains de leurs principaux acteurs.

1850-1900 : mondialisation du capital et expansion coloniale

La première partie couvre toute la seconde moitié du XIX^e siècle, correspondant à ce qui est parfois appelé la « première mondialisation ». C'est une période d'émergence et de consolidation des multinationales en Europe et aux États-Unis sur fond d'industrialisation, de domination européenne, et d'explosion du commerce et des investissements internationaux. Travailleurs, petits producteurs et politiques commencent à s'inquiéter de leur essor et cherchent à trouver les moyens de les remettre sous contrôle.

1901-1945 : la société industrielle et ses crises

La deuxième partie, qui va du début du XX^e siècle à la fin de la Seconde Guerre mondiale, est une période de conflits et de crises qui voient les multinationales s'adapter à un nouvel ordre mondial plus fragmenté et souvent en sortir gagnantes, faire face à des velléités de contrôle politique renforcé et parfois se compromettre avec le pire. Dans le même temps, elles continuent à s'étendre et à reconfigurer les sociétés et les modes de vie selon leurs intérêts.

1946-1979 : l'ordre américain

La troisième partie correspond à l'époque de l'après-guerre et de la guerre froide, de 1945 à 1980. Elle est marquée par la prééminence des multinationales américaines, sur fond d'hégémonie géopolitique des États-Unis. Directement ou en inspirant leurs homologues européennes, elles s'étendent dans de nouveaux secteurs et généralisent la société de consommation. L'époque connaît aussi une montée des contestations de cette hégémonie et de celle de l'Europe, notamment dans les pays du Sud qui se décolonisent et tentent de se libérer de la tutelle occidentale. Mais la

critique vient aussi de l'intérieur même des sociétés occidentales, avec une contestation croissante des effets des produits des multinationales pour la santé et l'environnement, et pour les travailleurs. C'est dans ce contexte que tentent de se mettre en place des instruments internationaux pour encadrer les activités des multinationales, alors que la mondialisation de l'économie s'apprête à faire un nouveau bond en avant avec l'invention de la conteneurisation.

1980-1999 : le néolibéralisme triomphant

La quatrième partie, qui couvre la période relativement courte allant de 1980 à l'aube de l'an 2000, relate une période de profondes transformations du fonctionnement des multinationales et de leur rapport à la société et aux États, avec l'explosion des marchés financiers et la libéralisation sans précédent des échanges. La période est aussi caractérisée par une vague de privatisations, de libéralisations et d'ouvertures à la concurrence qui – selon des modalités différentes selon les contextes et les pays – voient l'arrivée ou l'émergence de nouveaux acteurs privés. L'hégémonie des multinationales européennes est remise en cause d'abord par les Japonais, qui incarnent une alternative aux vieux modèles industriels, puis petit à petit par des multinationales d'autres pays. Cette époque de remondialisation de l'économie voit aussi la montée de nouvelles critiques contre le rôle des multinationales en matière de droits humains ou d'environnement global – critiques auxquelles elles tentent de répondre sans trop se remettre en cause. Au même moment commencent à se développer de nouveaux secteurs comme le numérique et les biotechnologies.

Depuis 2000 : crises et toute-puissance

La cinquième et dernière partie s'ouvre à l'aube du XXI^e siècle et s'achève (provisoirement) avec la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine. Elle est marquée par l'explosion du numérique, mais aussi par une crise croissante de l'ordre économique autrefois dominé par les États-Unis et l'Europe, à mesure que montent en puissance les industriels d'autres régions du monde comme la Chine, le Brésil ou l'Arabie saoudite. Cette crise coïncide avec une accumulation de crises globales, autour d'enjeux comme le climat, l'instabilité financière ou l'explosion des inégalités, dans le cadre desquels le rôle des multinationales est de plus en plus pointé du doigt. L'ordre juridique qui fait la puissance des multinationales est de plus en plus contesté, et des règles tentent de se mettre en place pour encadrer leurs activités, mais leur influence sur le politique réussit souvent à atténuer la portée de ces efforts. Plus puissantes que jamais, les multinationales sont aussi plus contestées que jamais.

CONCLUSION

En ce premier quart du XXI^e siècle, le monde fait face à une intensification des tensions et des crises. Le projet néolibéral de la mondialisation des échanges comme moyen de prospérité globale, avec comme vecteur principal les grandes entreprises, est manifestement en échec. Malgré la multiplication du nombre de milliardaires et l'essor de multinationales venues de pays non occidentaux, d'abyssales inégalités persistent, entre pays et continents et, plus que jamais, au sein même des sociétés : les 1% les plus riches (soit environ 50 millions de millionnaires en dollars) possèdent près de la moitié de la fortune mondiale, selon les estimations du Crédit Suisse comme de l'ONG Oxfam, tandis que l'extrême pauvreté recommence à augmenter selon la Banque mondiale. L'intensification du commerce international n'a pas empêché le retour des tensions géopolitiques susceptibles de dégénérer en conflits armés. De nouvelles formes d'impérialisme émergent, répondant à une volonté d'accaparement de ressources ou à une affirmation de puissance. En Occident, les mouvements nationalistes, xénophobes et identitaires ressortent de la marginalité où ils avaient été cantonnés depuis la chute des régimes fascistes, parfois soutenus par de grandes fortunes constituées grâce aux multinationales. Les institutions internationales et les grands principes de droit international qu'elles sont censées faire respecter semblent affaiblis.

À cette équation, déjà éprouvée au siècle précédent, s'ajoutent de nouvelles variables de poids : le dérèglement climatique lié aux activités humaines, le franchissement de plusieurs « limites planétaires » (acidification des océans, cycle de l'eau douce, usage des sols, intégrité de la biosphère...) et les efforts considérables à consentir pour les freiner et en limiter les dégâts. Au risque, sinon, d'ajouter à ces « points de bascule » environnementaux un point de rupture sociopolitique avec l'aggravation des conflits entre pays et à l'intérieur de chaque société.

Il n'est pas question de rendre les multinationales responsables de toutes les crises auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Elles sont à la fois un instrument pour la quête d'enrichissement de leurs actionnaires, un outil au service de l'ambition de leurs fondateurs et dirigeants, ou de la volonté de puissance des États qui en ont éventuellement la tutelle, tout en ayant acquis

une forme d'autonomie avec leur logique propre de survie ou de développement. Si elles ont rendu possibles la fabrication, la commercialisation et la diffusion de nombreux biens et services à grande échelle, force est de constater que les multinationales ont contribué, de par leur nature même – dans la mesure où on les a laissées s'étendre sans obstacles et obéir à la seule loi du profit –, à aggraver ces crises. Elles ont favorisé la concentration des richesses entre les mains de quelques-uns, continué à exploiter les ressources de la nature et à rejeter dans l'environnement des substances toxiques et des gaz à effet de serre, joué avec les emplois et les tissus économiques locaux comme des jetons de casino, et contribué à convaincre les autorités publiques qu'il valait mieux ne rien faire si cela risquait de porter atteinte à leurs intérêts. Elles sont devenues une composante essentielle de notre vie matérielle et culturelle. À ce titre, elles font inévitablement partie du problème. On voit mal comment il sera possible d'imaginer de nouveaux modèles ou d'établir de nouveaux équilibres sans une redéfinition profonde de leur place, de leur régulation et de leurs relations avec les pouvoirs politiques, de même ampleur au moins que celle intervenue dans les années 1930 et 1940 quand il a fallu tirer les leçons de la « Grande Dépression », de la montée des fascismes et des autoritarismes, et de la Seconde Guerre mondiale (New Deal, politiques sociales fortes, planifications industrielles, refonte des institutions internationales...).

Les idéologues néolibéraux et les dirigeants des grands groupes estiment que, même si les multinationales font partie du problème, elles seraient en capacité d'incarner la solution, ou une partie de la solution, et qu'elles nous aideront à faire face à la montée des périls sociaux et écologiques. Au vu des deux siècles racontés dans ce livre, on ne peut qu'être sceptique. Lors des grands bouleversements du siècle passé, la plupart des grandes entreprises ont, au mieux, adopté un profil bas – *wait and see* – dans l'attente d'un contexte plus favorable. Au pire, leurs actions ont été préjudiciables, voire criminelles, jusqu'à tirer profit d'événements les plus sinistres. Elles bénéficient depuis trois décennies d'une grande complaisance de la part des États, censés arbitrer en faveur de l'intérêt général. Leur pouvoir d'influence a entravé nombre de tentatives de régulation en faveur de la protection des consommateurs et de leur santé, pour davantage de justice fiscale – un levier indispensable pour réduire les inégalités – et, surtout, pour limiter le plus possible le réchauffement climatique.

S'il est une leçon à tirer de ce livre, c'est cependant que la situation de quasi-impunité dont semblent jouir les multinationales n'est pas irrémédiable. Encore faut-il en finir avec la mystification dont elles continuent à bénéficier, les ramener en quelque sorte sur terre, montrer que les conditions de leur puissance actuelle, issues de l'histoire, pourraient être différentes. De nombreux contre-pouvoirs et mobilisations collectives

en ce sens ont émergé : des premières investigations journalistiques des années 1900 aux récentes révélations de scandales financiers (les *papers* et autres *leaks*) ; des débuts de la solidarité internationale ouvrière du XIX^e siècle aux actuelles campagnes communes entre confédérations syndicales et organisations non gouvernementales ; des pionniers de la protection de la santé des consommateurs et de l'environnement dans les années 1950 aux grands contentieux et sanctions financières qui ciblent désormais certains des abus des grands groupes (700 milliards de dollars d'amendes payées par les multinationales dans quarante-cinq pays depuis 2010 pour diverses infractions – fraude fiscale, pollutions, non-respect des règles de la concurrence – selon la base de données Violation Tracker Global) ; jusqu'à l'existence de modèles économiques alternatifs – régies publiques et locales de gestion de l'eau, coopératives bancaires ou de production d'énergies, reprise d'activités industrielles par les travailleurs eux-mêmes (comme les « Fralib » face à Unilever en France ou l'usine de pièces automobiles GKN en Italie face à un fonds spéculatif)... Face à la relative complaisance des États, les leviers d'action ne manquent pas.

Au moment de conclure cet ouvrage, nous souhaitons revenir sur trois grandes questions afin d'ouvrir quelques perspectives sur cette histoire appelée à se poursuivre. La première est celle de la légitimité de la richesse accumulée par les multinationales et son rapport à leur utilité sociale (et désormais environnementale). La deuxième est celle des tendances de fond que nous voyons à l'œuvre aujourd'hui et qui pourraient changer demain le visage des multinationales et celui de l'ordre économique dans lequel elles évoluent. La troisième est celle de la régulation des multinationales, une épineuse question qui n'a cessé de se poser depuis le début de leur histoire.

Une richesse de plus en plus déconnectée de l'utilité sociale ?

Les importants leviers de pouvoir dont les multinationales disposent aujourd'hui – en termes de poids économique ou social (leur capacité de production et d'investissement, le nombre d'emplois que leurs activités génèrent...), d'influence et de lobbying – reposent largement sur la richesse qu'elles ont accumulée au cours du temps. Or la manière dont cette richesse s'est constituée est rarement interrogée. Poser cette question est pourtant fondamental à l'heure où beaucoup de nos politiques publiques sont conçues pour assurer notre « attractivité » sociale, environnementale et fiscale vis-à-vis de ces multinationales et où nombre d'entre elles font valoir leur « responsabilité sociale et environnementale » et prétendent

participer désormais au même titre que les États aux grandes décisions sur notre avenir.

Au fil de cette histoire mondiale, on peut distinguer plusieurs grands facteurs de création et d'accumulation de richesses, qui s'entremêlent en fonction des stratégies des grands groupes et de leur attitude face aux soubresauts de l'histoire. Indéniablement, leur succès économique s'explique souvent en partie par leurs compétences et innovations : des inventions techniques ou des sauts technologiques, un savoir-faire en matière de réalisation d'infrastructures, l'aptitude à offrir de nouveaux services, des procédés de production originaux, la satisfaction de besoins réels, la capacité de produire une expertise... Encore faut-il souvent distinguer entre la capacité d'invention elle-même – souvent le fait d'individus, de collectifs ou d'institutions – et la capacité à se les approprier et à les transformer rapidement en produits commercialisables à grande échelle, qui est sans doute le véritable point fort des multinationales. Et aussi faire la part de tout ce qui a été rendu possible par l'action publique (en matière de recherches, d'infrastructures ou de financements).

D'autres réussites sont initialement dues à de simples contingences de l'histoire, voire à de l'opportunisme. La petite société familiale ardéchoise Lafarge doit sa percée initiale à une coïncidence géographique et géologique, qui lui permet de fournir l'immense chantier du canal de Suez en matériaux. Rien ne distinguait initialement de leurs concurrentes des entreprises comme Schneider en France, Samsung en Corée du Sud ou le conglomérat Adani en Inde, si ce n'est une forte connivence avec le pouvoir politique et le favoritisme dont elles ont profité.

Certains empires industriels ou technologiques se sont constitués et renforcés en grande partie grâce à diverses formes de rapacité : l'élimination de la concurrence en usant de procédés douteux, à l'image de Rockefeller avec sa Standard Oil ; la prédation ou le pillage pur et simple, en particulier lors de la période coloniale, à l'exemple d'Unilever au Congo belge ou des compagnies pétrolières et minières occidentales ; la participation active à des renversements de gouvernements élus démocratiquement (United Fruits au Guatemala, ITT au Chili) ; et plus récemment la pratique effrénée du dumping social – délocalisations, sous-traitances en cascade, jusqu'au recours au travail forcé – ou de l'évitement fiscal.

Enfin, plusieurs multinationales ont profité d'événements historiques tragiques, que ce soient les « profiteurs de guerre » du premier conflit mondial ou le « complexe militaro-industriel » qui se constitue dans plusieurs pays lors de la guerre froide. Certains groupes n'ont pas hésité à collaborer avec les pires régimes politiques tant que leurs intérêts étaient préservés, voire favorisés. L'exemple le plus emblématique étant celui des

géants de la chimie Bayer ou BASF au sein du conglomérat IG Farben, dont les dirigeants se sont mis au service du Troisième Reich nazi et de ses desseins génocidaires.

Si la richesse actuelle d'une entreprise n'est pas en soi une justification, comment juger du véritable apport des multinationales dans l'histoire économique et sociale ? La reconnaissance capitaliste est indiscriminée de ce point de vue : un profit reste un profit, quelles que soient les conditions dans lesquelles il est réalisé. L'évaluation de cet apport est souvent compliquée, le meilleur s'entremêlant avec le pire. Le fabricant de chaux ardéchoise Lafarge qui contribue à nombre d'infrastructures essentielles au cours de son développement devient un siècle et demi après sa création la première entreprise mise en examen pour complicité de crime contre l'humanité. Si le moteur de recherche pensé par Larry Page et Sergey Brin (Google) permet à chacun d'organiser le foisonnement de données en ligne sur Internet, leur entreprise est devenue l'un des pires acteurs en matière de « capitalisme de surveillance ».

Le marché, tel un algorithme primitif, seulement guidé par le profit, est incapable de reconnaître ces subtilités. La capacité à générer des profits, maintenant et à l'avenir, est le seul critère de valorisation boursière. Une entreprise comme Saudi Aramco figure ainsi parmi les plus grosses capitalisations au monde, tout en étant en même temps l'entreprise la plus nocive pour le climat, preuve de l'absurdité de laisser seuls les marchés « sanctionner » l'activité économique. Nous avons vu dans l'introduction que l'un des facteurs qui a donné naissance aux multinationales a été la généralisation de la société anonyme par actions, indépendante de la tutelle politique. Cette innovation juridique était alors justifiée par les bienfaits que ces nouvelles créatures financières et industrielles allaient générer pour le reste de la société. Aujourd'hui, cent cinquante ans plus tard, la relation entre réussite économique et utilité sociale semble moins évidente que jamais.

Nouvelles frontières

À quoi ressembleront les multinationales demain ? Notre livre raconte comment les multinationales ont émergé et comment elles se sont transformées au fil du temps pour s'adapter à des circonstances changeantes. Il met en même temps en relief une dynamique continue d'expansion qui se poursuit encore aujourd'hui. C'est autour de ces nouvelles frontières que se nouent plusieurs des principales controverses que suscitent actuellement les pratiques des multinationales et que se cristallisent les résistances les plus vives.

Ces frontières restent en partie géographiques. Beaucoup des dernières zones préservées de la planète subissent aujourd'hui les assauts de l'industrie minière ou pétrolière, ou sont incorporées dans les chaînes de production des multinationales de l'agroalimentaire. Le destin de l'Amazonie et des forêts tropicales d'Afrique et d'Asie est dans la balance, menaçant les équilibres écologiques globaux. Avec le réchauffement des températures, l'Arctique s'ouvre à la navigation et à l'extractivisme. Pour assurer les besoins matériels de nos sociétés modernes, les regards des ingénieurs et des entrepreneurs se tournent désormais vers l'exploitation du fond des océans, déjà malades de la surpêche industrielle et de la pollution plastique, ou de la lune et des astéroïdes, ouvrant des perspectives qui semblaient jusqu'à récemment réservées aux films de science-fiction.

La même dynamique d'expansion incontrôlée est à l'œuvre dans la privatisation et l'accaparement de l'orbite terrestre : SpaceX, la société d'Elon Musk, et Amazon, celle de Jeff Bezos, se font la course pour y expédier des milliers de petits satellites, dans le but de proposer à leurs clients une connexion Internet très haut débit. Cela va multiplier de manière exponentielle la masse de débris déjà présente depuis les prémices de la « conquête spatiale ». Or aucun texte international n'encadre l'usage et l'occupation de l'orbite terrestre. Le laisser-faire doit-il rester de rigueur, au risque d'ici quelques décennies de devoir payer un prix exorbitant pour nettoyer les centaines de milliers de déchets spatiaux abandonnés en orbite ?

L'expansion des multinationales se poursuit aussi, pour ainsi dire, vers l'intérieur, avec l'appropriation croissante des processus les plus intimes de la nature et de la culture. D'un côté, les Monsanto et Bayer de ce monde poursuivent une stratégie de privatisation des conditions de reproduction du vivant, afin d'étendre encore leur mainmise sur le secteur agricole et alimentaire. De l'autre, les progrès rapides de la numérisation et les promesses de l'« intelligence artificielle » (IA) menacent de faire basculer des pans entiers de l'activité humaine entre les mains, sinon de « robots », du moins des entreprises qui se seront arrogé le contrôle de ces technologies. La masse de données personnelles qui transite dans le cyberspace constitue désormais une nouvelle matière première qu'il s'agit d'exploiter à des fins marketing, de placements de produits, voire à des fins d'influence ou de surveillance. L'accès à nos données personnelles, la manière dont elles doivent être protégées ou exploitées constituent l'un des nouveaux champs de bataille entre régulateurs et multinationales.

L'essor du numérique et de l'IA affecte également les formes d'organisation du travail et les rapports de forces au sein du monde économique. De puissants géants industriels établis depuis des décennies se retrouvent à négocier avec des firmes dont l'expansion est très récente mais devenues

des partenaires indispensables grâce à leur maîtrise des données. Avec le numérique se poursuit aussi d'une certaine manière le processus de démantèlement et de décomposition des grandes organisations industrielles intégrées de jadis. Après le recours à la sous-traitance et les délocalisations, l'organisation du travail connaît une étape supplémentaire de fragmentation avec la généralisation des plateformes. Aujourd'hui, ce ne sont plus General Motors ou Walmart qui peuvent prétendre au titre de premier employeur mondial, mais Uber avec ses 7 millions de chauffeurs et de livreurs revendiqués. Et ce ne sont plus les traditionnels groupes de presse et entreprises de médias qui traitent, organisent et diffusent l'information, mais les grandes plateformes numériques qui rendent visible, ou non, tel ou tel contenu à leurs centaines de millions d'utilisateurs, quelle que soit sa pertinence et sa crédibilité, selon le bon vouloir de leurs algorithmes de recommandations.

Une autre tendance lourde qui risque de s'accroître dans les années à venir est l'essor des multinationales non occidentales – asiatiques, et en particulier chinoises, mais aussi indiennes, brésiliennes, africaines. Même si ces entreprises ont en partie les mêmes actionnaires et les mêmes financiers que les multinationales occidentales, cet essor reflète un rééquilibrage économique vis-à-vis des positions historiques des États-Unis et de l'Europe. Avec la guerre en Ukraine et les tensions autour de Taïwan, le monde semble se diriger vers une fragmentation accrue entre blocs géopolitiques et sphères d'influence économique. Les multinationales étatsuniennes et européennes sont sommées par leurs gouvernements de réduire leur dépendance envers la Chine et de relocaliser leurs activités, avec d'énormes aides publiques à la clé. Certaines d'entre elles semblent prêtes à jouer le jeu d'un réalignement de leur stratégie avec les intérêts géopolitiques de leur pays ou continent d'origine, en jouant sur la corde du « champion national ». Reste à voir dans ce cas si leurs dirigeants seront capables de renouer avec une culture industrielle, ou si la gestion d'une rente financière comme unique objectif les a rendus incompétents en matière de stratégie d'innovation sur le long terme, comme l'illustre l'actuel fiasco de la relocalisation d'usines de batteries électriques sur le sol européen. D'autres paraissent au contraire vouloir rester globales et s'accommoder avec un certain opportunisme des rivalités entre nations et entre blocs pour s'assurer les conditions les plus favorables possible. En tout état de cause, avec la fin de l'illusion de la « mondialisation heureuse » qui profiterait à tous, les relations entre États et multinationales sont en pleine redéfinition.

Le défi de la régulation

Ce moment de redéfinition est aussi une opportunité de progresser en matière de régulation et de rééquilibrer la balance entre richesse et utilité sociale ou écologique.

Notre histoire mondiale démontre, s'il fallait encore le prouver, que c'est la puissance publique qui corrige au nom de l'intérêt général, pas les places boursières. Elle montre aussi que cette sanction arrive bien souvent après des mobilisations citoyennes ou des catastrophes majeures, qui forcent la main à des autorités politiques souvent complaisantes avec les milieux d'affaires. Ni l'industrie du tabac, ni celle de l'amiante, encore moins la chimie – ses pesticides, ses « polluants éternels », ses nitrates, ses déchets plastiques... –, ni les produits ultra-transformés fabriqués par certaines entreprises agroalimentaires, ni l'obsolescence des produits high-tech n'ont été sanctionnés par les marchés malgré les dégâts provoqués et le gaspillage généré. Face à ces scandales sanitaires et à ces stratégies mensongères délibérées, l'action publique a cependant été bien trop lente. Les urgences du *xxi*^e siècle ne peuvent supporter une telle lenteur. D'autant que certaines adaptations prennent du temps : sortir d'un siècle de dépendance aux hydrocarbures et forcer les compagnies pétrolières à changer de modèle économique ne se fera pas uniquement par des incitations non contraignantes.

Sur d'autres sujets, le rapport entre utilité et risques des activités des multinationales doit être étudié de près, avant que les dégâts ne soient inéluctables, voire irréversibles. Ne pas reproduire les erreurs du passé – le tout-voiture, le tout-plastique, l'amiante, le tabac ou l'usage massif de pesticides – est tout à fait envisageable, au vu des connaissances et expériences désormais disponibles. Par exemple, face à l'essor de l'intelligence artificielle et au flux de données numériques qu'elle implique, compte tenu de leur consommation énergétique qui s'annonce astronomique, faut-il vraiment « laisser faire » ? Ne vaudrait-il pas mieux définir dès à présent les usages pour lesquels l'IA constitue un véritable apport ? L'IA est-elle plus utile pour aider à analyser des imageries médicales ou pour répondre à des questions sur le type de pizza la plus mangée dans le monde ?

L'histoire montre que le régulateur est loin d'être démuné pour renverser le rapport de forces face aux multinationales. Ce livre revient sur de nombreuses avancées, même limitées et imparfaites, obtenues au fil du temps : la légalisation des syndicats puis le renforcement progressif des droits des travailleurs, la bataille contre les « barons voleurs » et les trusts, les taxes sur les profits de guerre pendant le premier conflit mondial, les

réformes du New Deal après le krach de 1929, les grandes nationalisations et l'édification du « modèle social » européen de l'après-Seconde Guerre mondiale, les premières législations environnementales et de protection des consommateurs, les premiers textes internationaux, contre la corruption notamment. Et plus récemment la loi consacrant le devoir de vigilance des entreprises et de leurs filiales, ou le taux minimum d'imposition sur les multinationales au niveau mondial (fixé en 2024 à 15 %, ce qui demeure encore faible).

En matière de régulations, États et institutions internationales peuvent aussi redéfinir ce qui relève de l'intérêt général et des biens communs : les secteurs (santé, éducation, gestion de l'eau potable...) et les espaces (forêts, zones humides, océans...) qui, pour assurer un avenir aux générations futures, devraient rester hors du champ d'activité des multinationales et des marchés financiers. Ou alors, si des entreprises y interviennent en raison de leurs savoir-faire et compétences, que cette intervention y soit très encadrée, contrôlée, non soumise aux logiques lucratives. Mieux encadrer les acteurs financiers semble ainsi plus nécessaire que jamais, afin de réduire les nuisances que leurs investissements provoquent dans plusieurs domaines – en continuant de financer les activités les plus polluantes et émettrices en CO₂ par exemple, en faisant peser une grande incertitude sur les prix des matières premières, alimentaires notamment, ou en créant des bulles spéculatives déconnectées de l'économie réelle.

Ce livre raconte comment les multinationales ont progressivement conquis, au fil du temps, de nouveaux pans de l'activité humaine jusqu'à prendre une place de plus en plus prépondérante dans (presque) tous les aspects de nos vies. Est-il temps d'y mettre un coup d'arrêt, voire de les faire reculer ? Cela semblera peut-être utopique au regard de l'impression d'inévitabilité que les multinationales aiment cultiver, mais les deux siècles écoulés ont été pleins d'initiatives politiques – nationalisations, mesures antitrusts, protection des marchés nationaux, régulations – qui ont réduit effectivement l'emprise des grandes entreprises sur l'économie et la société. Aujourd'hui, avec les appels à la relocalisation et à la résilience et avec le retour du débat sur les monopoles du fait de l'essor des géants du numérique, ces leçons du passé reviennent à l'ordre du jour.

Les alternatives et les pistes d'encadrement, de régulation, de justice ne manquent pas pour réduire les nuisances des multinationales, les contraindre à contribuer à l'intérêt général, et ne plus faire peser la réparation de leurs manquements, abus ou crimes, sur la puissance publique ou la société civile. L'enjeu crucial du climat pourrait être une nouvelle occasion de tracer – enfin – une juste voie entre, d'un côté, libre-entreprise porteuse d'innovations réelles, et de l'autre, régulations en termes d'utilité sociale,

écologique, garantissant un meilleur partage des richesses. Encore faut-il que de véritables politiques publiques suivent, aux niveaux national et international, et qu'elles ne se contentent pas d'un simple retour à des formes de protectionnisme. Il s'agira également de batailler pied à pied contre le retour d'une nouvelle forme d'idéologie du « laissez-faire » – mélange de libertarianisme, d'autoritarisme, de nationalisme, d'anti-progressisme, de fabrique de l'ignorance et de négationnisme climatique – qui monte en Occident comme dans plusieurs puissances du sud, incarnée par des mouvements à l'extrême droite de l'échiquier politique. Les efforts d'adaptation vers un mode de vie plus sobre en énergie et en ressources ne peuvent pas reposer uniquement sur les individus, leurs choix de consommation ou de mode de transport. Les multinationales qui ont tant contribué à façonner nos modes de vie doivent désormais y prendre une large part.

LES AUTEURS ET AUTRICES

Pauline BARRAUD DE LAGERIE est maîtresse de conférences en sociologie à l'université Paris Dauphine-PSL, membre de l'IRISSO. Ses recherches portent en particulier sur les mouvements et instruments de responsabilisation des multinationales. Elle a notamment publié *Les Patrons de la vertu. De la responsabilité sociale des entreprises au devoir de vigilance* (Presses universitaires de Rennes, 2019).

Sarah BENABOU est anthropologue à l'Institut de recherche pour le développement (UMR PALOC, IRD-MNHN-CNRS). Ses travaux portent sur les programmes de conservation de la nature dans les pays des Suds et l'influence croissante qu'y exercent des logiques marchandes.

Kenneth BERTRAMS est professeur d'histoire à l'Université libre de Bruxelles, membre du Centre d'études des mondes moderne et contemporain. Ses travaux portent sur l'histoire des entreprises et l'histoire sociale des sciences et des techniques. Il mène actuellement une recherche sur la circulation des modèles philanthropiques entre l'Europe et les États-Unis (1880-1940).

Barnabé BINCTIN, journaliste indépendant, travaille depuis plus de dix ans sur les questions d'écologie politique, sous forme d'enquêtes, de reportages ou encore de grands entretiens. Après avoir cofondé *Reporterre*, il travaille désormais régulièrement pour *Society*, *Le Monde* ou *Basta!*.

Olivier BLAMANGIN est militant associatif et syndical et chercheur indépendant. Il travaille notamment sur le secteur extractif, l'évasion fiscale et l'activité des entreprises françaises présentes en Afrique, sujets sur lesquels il a publié plusieurs enquêtes.

Cyprien BOGANDA est journaliste à *L'Humanité*, où il suit les questions économiques et sociales. Il a publié *Le Business des faillites* (La Découverte, 2015) et *L'Empire du cash. Comment les fonds d'investissement rachètent le monde* (Éditions de l'Atelier, 2022).

Christophe BONNEUIL est directeur de recherches en histoire au CNRS et enseigne à l'Ehess, Paris. Il s'intéresse aux transformations conjointes des formes de gouvernement des ressources et de l'environnement et des formes de savoirs du XIX^e siècle à aujourd'hui. Il a notamment publié *Une autre Histoire des « Trente Glorieuses »* (2013, avec C. Pessis et S. Topçu), *L'évènement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Points Histoire, 2016, avec J.-B. Fressoz) et « Early warnings and emerging environmental accountability: Total's responses to global warming » (dans *Global Environmental Change*, vol. 71, 2021, avec P.-L. Choquet et B. Franta).

Emma BOUGEROL est journaliste société et international pour *Basta!* Elle enquête en particulier sur l'ubérisation du monde du travail et les impacts écologiques et sociaux du numérique.

François BOULOC est docteur en histoire contemporaine et professeur au collège Marcel-Aymard de Millau (Aveyron). Il a notamment publié *Les Profiteurs de guerre, 1914-1918* (Complexe, 2008) et a codirigé, avec Rémy Cazals et André Loez, *Identités troublées : 1914-1918, les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre* (Privat, 2012). Il est aussi membre fondateur du Crid 14-18 (<www.crid14-18.org>).

Adrià BUDRY CARBÓ se définit comme un journaliste « rugueux », passé par les quotidiens *Le Temps* (Suisse) et *El Nuevo Diario* (Nicaragua). Diplômé de la London School of Economics and Political Science, il enquête sur les matières premières et la criminalité financière pour l'ONG Public Eye. Il est l'auteur de *La Suisse sur des charbons ardents : enquête sur une industrie toxique*, (Éd. Savoir suisse/EPFL Press, 2024).

Erika CAMPELO, journaliste de formation, est cofondatrice bénévole de l'association Autres Brésils, créée en 2003, qui analyse la société brésilienne en abordant des enjeux politiques, sociaux et environnementaux. En parallèle, elle est responsable de la communication de l'association VoxPublic et défend les droits numériques, la justice sociale et les droits humains en France.

Thomas CANTALOUBE est écrivain et scénariste, après avoir été journaliste pendant vingt-cinq ans, notamment au *Parisien* et à *Mediapart*. Il a été correspondant aux États-Unis et est l'auteur de trois essais sur la politique américaine.

Michel CAPRON est professeur émérite des universités en France, chercheur associé à l'Institut de recherche en gestion, université Paris-Est Créteil. Il a été président du Forum citoyen pour la RSE, président du Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable et vice-président de la Plateforme nationale d'actions globales pour la RSE.

Sophie CHAPPELLE est journaliste à *Basta!*, en charge des sujets liés à l'écologie. Passionnée par les questions agricoles et alimentaires, elle multiplie enquêtes et reportages pour mieux comprendre les dessous de nos assiettes.

Maxime COMBES est économiste, ancien porte-parole d'Attac France, en charge du suivi des négociations internationales sur le réchauffement climatique et sur le commerce international. Contributeur au site d'informations *Basta!*, il a publié *Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition* (Seuil, 2015) et, avec Olivier Petitjean, *Un pognon de dingue mais pour qui ? L'argent magique de la pandémie* (Seuil/Don Quichotte, 2022).

Mickaël CORREIA est journaliste à Mediapart, spécialiste des questions climatiques. Il est l'auteur, entre autres, de *Criminels climatiques. Enquête sur les multinationales qui brûlent notre planète* (La Découverte, 2022), et *Le Mensonge Total. Enquête sur un criminel climatique* (Seuil, 2024).

Sandra COSSART, avocate, est directrice de l'association Sherpa qui lutte contre les crimes économiques et œuvre pour la défense des droits humains. Elle a notamment joué un rôle central dans la rédaction de la loi sur le devoir de vigilance de 2017 et à l'initiative des contentieux innovants contre l'impunité des multinationales à l'instar des dossiers contre Lafarge, Vinci ou encore Total. Elle est également chargée d'enseignement à Science Po Paris.

Nicolas DELALANDE est professeur au Centre d'histoire de Sciences Po. Il a notamment publié *La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières* (Seuil, 2019), *A World of Debt. A Political History*, codirigé avec Nicolas Barreyre (Palgrave MacMillan, 2020) et, avec Blaise Truong-Loï, *Histoire politique du XIX^e siècle* (Presses de Sciences Po, 2021). Ses recherches actuelles portent sur l'histoire des droits sociaux et des obligations civiques.

Alain DENEULT est professeur de philosophie à l'université de Moncton à Shippagan (Canada) et auteur notamment de *Noir Canada. Pillage*,

corruption et criminalité en Afrique (Écosociété, 2008), *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale* (Rue de l'Échiquier/Écosociété, 2012) et *De quoi Total est-elle la somme ? Multinationales et perversion du droit* (Rue de l'Échiquier/Écosociété, 2017).

Pierre-Yves DONZÉ est professeur à l'université d'Osaka et professeur invité à l'université de Fribourg. Il est secrétaire de la European Business History Association (EBHA) et éditeur associé de la revue *Business History*. Ses travaux portent sur l'histoire des entreprises multinationales et l'histoire des industries créatives (mode, luxe et horlogerie), abordées dans une perspective globale.

Vincent DREZET, ancien secrétaire général du syndicat Solidaires finances publiques (ex-Syndicat national unifié des impôts, SNUI) et porte-parole de l'association Attac, est membre de l'Observatoire de la justice fiscale et coauteur de plusieurs livres dont *L'Évasion fiscale, toute une histoire* (Attac & Vap, Éditions de l'Atelier, 2024) et *Autour d'impôt*, avec Ophélie Gath (Syllepse, 2024).

François-Xavier DUDOUET est directeur de recherche au CNRS et enseignant à l'université Paris Dauphine. Ses recherches portent sur la sociologie du pouvoir et les ordres économiques transnationaux. Il a consacré une thèse à la genèse de la politique internationale des drogues et au rôle joué par les industries pharmaceutiques.

Agathe DUPARC travaille depuis 2018 pour l'ONG suisse Public Eye. Spécialiste de la Russie et de la criminalité économique, elle enquête sur les matières premières et la corruption. Elle a travaillé au journal *Le Monde* comme correspondante (Moscou et Genève) et à Mediapart.

Mathilde DUPRÉ est codirectrice de l'Institut Veblen et coautrice, avec Samuel Léré, d'*Après le libre-échange. Quel commerce international face aux défis écologiques* (Les Petits Matins, 2020).

Olivier FAVIER, historien de formation, est journaliste indépendant, traducteur et interprète de l'italien. Il a publié *Chroniques d'exil et d'hospitalité, vies de migrants ici et ailleurs* (Le Passager clandestin, 2016) et a codirigé l'anthologie *1990-2020 : le théâtre italien en résistance* (Éditions théâtrales, 2021).

Jean-Baptiste FRESSOZ est historien des sciences, des techniques et de l'environnement. Chercheur au CNRS, il enseigne à l'EHESS. Il a notamment publié *L'Événement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, avec Christophe Bonneuil (Seuil, 2016) et *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie* (Seuil, 2024), *L'Apocalypse joyeuse* (Seuil, 2012), et *Les Révoltes du ciel* (2020 avec F. Locher).

Pauline GENSEL est journaliste indépendante. Elle a travaillé pour *L'Informé*, l'Observatoire des multinationales et *Politis*. Elle enquête principalement sur des sujets liés au monde économique et financier, sur la santé et sur l'environnement.

Aurore GORIUS est journaliste d'enquête spécialisée, depuis une quinzaine d'années, sur les coulisses du pouvoir (lobbies, communicants, cabinets ministériels...). Elle est l'autrice de plusieurs ouvrages dont *Les Gourous de la com* (La Découverte, 2011 ; Fayard, 2016) et *À l'oreille des politiques* (La Revue dessinée/Les Jours, 2022).

Jean-Christophe GRAZ est professeur de relations internationales à l'Institut d'études politiques (IEP) de l'université de Lausanne et cofondateur du Centre de recherche en histoire internationale et études politiques de la mondialisation (Crhim). Il consacre ses travaux à l'économie politique mondiale, en particulier aux mécanismes informels de pouvoir et aux acteurs non étatiques de la régulation transnationale du capitalisme.

Stéphane HEIM est maître de conférences au département de sociologie de l'université de Kyôto. Ses travaux portent sur les industries automobiles asiatiques et les relations de travail au Japon.

Tristan JACQUES est docteur en histoire contemporaine de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, auteur d'une thèse intitulée *L'État, le petit commerce et la grande distribution, 1945-1996*, ainsi que de plusieurs articles sur les transformations commerciales de l'après-guerre en France et leur encadrement par l'État. Il est enseignant d'histoire au département de l'Instruction publique de Genève, Suisse.

François JARRIGE, historien, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne, s'intéresse à l'histoire sociale et environnementale de l'industrialisation. Il a notamment publié *La Ronde des bêtes. Le moteur animal et la fabrique de la modernité* (La Découverte, 2023) et, avec

Thomas Le Roux, *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel* (Seuil-Point, 2020).

Nicolas JOUNIN, sociologue, est notamment l'auteur de *Chantier interdit au public* (2008) et *Le Caché de La Poste* (2021), parus aux éditions La Découverte.

Rachel KNAEBEL est journaliste à *Basta!*. Elle a collaboré au *Monde diplomatique*, à *Politis* et à *Réforme*, entre autres, comme correspondante en Allemagne. Elle est coautrice, avec Mathieu Bellahsen, de *La Révolte de la psychiatrie* (La Découverte, 2020) et a produit pour France Culture deux documentaires sonores.

Sandrine KOTT est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Genève et professeure invitée à l'université de New York (NYU). Ses recherches et publications portent sur l'histoire de la protection sociale et des mondes du travail en Europe dans une perspective internationale.

Stéphanie KPENOU, docteure en droit international et en droit public, est chargée de plaider sur la réforme de la politique commerciale à l'Institut Veblen.

Frédéric LEMAIRE est économiste, membre d'Attac et d'Acrimed, contributeur à *Lignes d'Attac* et au *Monde diplomatique*. Il a notamment participé à la coordination de *L'Évasion fiscale, toute une histoire* (Éditions de l'Atelier, 2024) et de *Super-Profiteurs, le petit livre noir du CAC40* (Les Liens qui libèrent, 2023).

Sophie LEMÂÎTRE, docteure en droit, est membre associée de l'Institut Ouest Droit et Europe (UMR CNRS 6262). Elle a travaillé pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'association Sherpa et U4 Anti-Corruption Resource Centre. Ses thèmes de recherche portent sur la corruption et l'environnement, ainsi que sur les techniques de répression pour réduire au silence la société civile.

Rozenn LE SAINT est journaliste d'investigation spécialisée en santé. Elle a notamment couvert pour Mediapart la crise sanitaire et collabore régulièrement avec *Libération* et la *Revue XXI*. Elle est l'autrice du livre *Chantage sur ordonnance. Comment les labos vident les caisses de la Sécu* (Seuil, 2023) et a coécrit le documentaire *Médicaments : les profits de la pénurie* (Arte, 2021).

Nelo MAGALHÃES, docteur en mathématiques et en économie, est post-doctorant au Centre de recherches historiques de l'École des hautes études en sciences sociales. Ses recherches portent sur l'inscription matérielle des rapports sociaux du capitalisme, dans une perspective qui allie économie politique et histoire environnementale.

Olivier PETITJEAN, journaliste, est le cofondateur et le coordinateur de l'Observatoire des multinationales. Il est l'auteur de *Devoir de vigilance. Une victoire contre l'impunité des multinationales* (éd. Charles Léopold Mayer, 2019) et, avec Maxime Combes, *Un pognon de dingue mais pour qui ? L'argent magique de la pandémie* (Seuil/Don Quichotte, 2022).

Guy PICHARD, journaliste et photographe, a vécu quelques années au Brésil avant de revenir en France. Spécialisé dans les luttes, l'environnement et les milieux marins, il est publié essentiellement dans la presse indépendante : *Reporterre*, *Basta!*, *Politis* ou encore *Le Poulpe* et *Grand Format*.

Sabine PITTELOUD est professeure assistante en histoire contemporaine à UniDistance Suisse. Elle a obtenu son doctorat à l'université de Genève et a occupé le poste de Newcomen Fellow à la Harvard Business School. Elle est l'autrice de l'ouvrage *Les Multinationales suisses dans l'arène politique (1942-1993)* (Droz, 2022).

Dominique PLIHON, professeur émérite à l'université Sorbonne Paris-Nord, est membre du Centre d'économie de Paris-Nord (CEPN-CNRS), du conseil scientifique d'Attac et du collectif des Économistes atterrés. Il a été chargé de mission à la Banque de France et au Commissariat général du Plan, et membre du Conseil d'analyse économique de 2001 à 2004. Il est notamment coauteur de *La Monnaie : un enjeu politique* (Seuil, 2018) et *Les Banques centrales, apprentis sorcières à la manœuvre* (Éditions du Croquant, 2023).

Ivan DU ROY, journaliste, est cofondateur et rédacteur en chef du site d'information *Basta!*, cofondateur de l'Observatoire des multinationales. Il est l'auteur de *Orange stressé. Le management par le stress à France Télécom* (La Découverte, 2009).

Clément SÉHIER est maître assistant en économie à l'IMT Nord Europe, rattaché au laboratoire CLERSE (université de Lille). Il s'intéresse aux transformations du capitalisme chinois et des réseaux de

production asiatiques, avec un regard spécifique sur les effets socio-environnementaux de ces interactions.

Claude SERFATI est chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales. Ses travaux portent en particulier sur les dynamiques économiques mondiales et le rôle des industries et technologies de défense. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Un monde en guerres* (Textuel, 2024).

Nikos SMYRNAIOS est professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université Toulouse-3-Paul Sabatier et membre du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS). Il est l'auteur de l'ouvrage *Les GAFAM contre l'internet. Une économie politique du numérique* (INA, 2017).

Annie THÉBAUD-MONY, directrice de recherches honoraire à l'Inserm, est sociologue, chercheuse associée des Groupements d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle (Giscop93, Giscope 84) et présidente de l'Association Henri Pézerat : Santé – Travail – Environnement. Elle est l'autrice de *Travailler peut nuire gravement à votre santé* (La Découverte, 2007) et *La Science asservie* (La Découverte, 2014).

Claude VAILLANCOURT est écrivain, auteur de plusieurs essais portant entre autres sur la mondialisation, le libre-échange et la culture. Il est président d'Attac Québec et membre du collectif de la revue *À bâbord !*

Guillaume VÉNÉTITAY, journaliste, a régulièrement travaillé en Inde pendant dix ans pour les magazines du groupe So Press (*Society, So Foot, So Film*, etc.). Là-bas et en France, il a écrit sur le monde du travail, la politique, les questions de société (environnement, inégalités), le cinéma et le sport. Il écrit aujourd'hui pour le réseau *Forbidden Stories*.

Julien VERCUEIL est professeur d'économie et vice-président de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), membre du Centre de recherches Europes-Eurasie (CREE). Il est l'auteur d'*Économie politique de la Russie. 1918-2028* (Seuil, 2019).

Scott VIALLET-THÉVENIN est sociologue, chercheur contractuel à l'université de Potsdam (Allemagne), et chercheur associé à Sciences Po. Ses travaux portent sur les relations entre administrations publiques et grandes entre-

prises, qu'il étudie dans différents contextes, ainsi que sur les relations d'emploi et leur régulation au Maroc.

Gérard VINDT, agrégé et docteur en histoire, est responsable de la rubrique « Histoire » d'*Alternatives économiques*, et l'auteur de *Les Hommes de l'aluminium. Histoire sociale de Pechiney (1921-1973)* (Éditions de l'Atelier, 2006).

Alexis VRIGNON est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université d'Orléans. Au sein du laboratoire Polen, il mène des recherches sur l'histoire environnementale des années 1960 aux temps présents, notamment autour des enjeux politiques et énergétiques. Il a notamment publié *France grise, France verte. Une histoire environnementale de la France après 1945* (Armand Colin, 2022).

Nolwenn WEILER est journaliste et s'intéresse aux questions agricoles depuis près de vingt ans. Elle écrit pour *Basta!* (qu'elle a cofondé) ainsi que pour Mediapart, *Santé et travail* et *Axelle Magazine*.

INDEX

Cet index vise à aider les lecteurs et lectrices à retrouver rapidement les références à des entreprises spécifiques au fil de l'ouvrage. Plusieurs entreprises sont ou ont été connues sous des noms légèrement différents. Nous nous sommes efforcés d'utiliser le nom le plus usité, qui est parfois un acronyme. En outre, la plupart de ces groupes ont connu des changements de nom, des restructurations, des cessions et des fusions-acquisitions au fil du temps. Nous avons essayé autant que possible de rétablir les liens entre des entreprises anciennes et les groupes auxquelles elles ont été intégrées pour l'essentiel aujourd'hui. Ceci est un index d'entreprises, et non de marques, même si certaines entreprises utilisent leur propre nom comme marque ou bien utilisent encore comme marque le nom de filiales actuelles ou anciennes.

- 3M : 512
- A&P : 169, 278
- AB Inbev : 281-282
- Abbott : 267
- AbbVie : 776
- ABC, *aujourd'hui dans Disney* : 599
- Abram Lyle & Sons, *aujourd'hui dans Tate & Lyle et American Sugar Refining* : 223
- Accor : 422
- Aceralia, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 674
- Aconic Mining Corporation : 567, 570
- Activision Blizzard, *aujourd'hui dans Microsoft* : 756
- Adani Group : 637, 716-725
- Adidas : 535, 537
- Aditya Birla Group : 719
- AEG : 56
- Aéroports de Paris : 644, 649
- Aérospatiale, *aujourd'hui dans Airbus* : 441-442, 620, 627
- AGCO : 656
- Agip, *aujourd'hui dans ENI* : 348, 548
- Agricultural Bank : 686
- AIG : 603, 607, 680, 682
- Air Charter, *aujourd'hui dans Air France-KLM* : 623
- Air France, *aujourd'hui dans Air France-KLM* : 620-623, 733
- Air France-KLM : 620
- Air Inter, *aujourd'hui dans Air France-KLM* : 623
- Airbnb : 439, 688
- Airbus : 298, 441-442, 478, 620, 627, 653, 659
- AkzoNobel : 656
- Alcoa : 169, 272, 278
- Alenia, *aujourd'hui dans Leonardo* : 627
- Alfa Romeo, *aujourd'hui dans Stellantis* : 504
- Alibaba : 706, 709, 772
- Allen & Overy : 647
- Allianz : 305, 307
- Alphabet, *voir aussi Google* : 17, 753-754, 761
- Alstom : 468-469, 471, 475-476, 478-479
- Amazon : 133-134, 170, 438, 511, 584, 588, 592, 637, 666, 689, 717, 753-754, 756-758, 760-762, 767, 772
- American Airlines : 149
- American Express : 603, 607
- American Motors, *aujourd'hui dans Stellantis* : 517
- American Sugar Refining, *voir aussi Tate & Lyle* : 223

- American Tobacco Company, *aujourd'hui dans British American Tobacco* : 80, 101, 161-162, 164, 166, 168, 251-253, 259, 354-355, 358-359
- Ameritech, *aujourd'hui dans AT&T* : 584, 588
- Amisol : 452
- Amoco, *aujourd'hui dans BP* : 102, 167, 458
- Amur Investments Limited : 794
- Anaconda Copper : 109-110, 164, 444
- Android, *aujourd'hui dans Alphabet* : 754, 756, 760
- Anglo American : 127, 129, 801, 805
- Anglo-Belgian India Rubber Company : 130-131
- Anglo-Iranian Oil Company, *aujourd'hui dans BP* : 239-242, 244-245, 351-352
- Anglo-Swiss Condensed Milk Company, *aujourd'hui dans Nestlé* : 211
- AOL, *aujourd'hui dans Yahoo* : 584, 590-591
- Apple : 15, 17, 149, 439, 494, 533, 535-536, 637, 666, 677-678, 753-757, 760, 762, 765-767, 796
- Aramco : 331, 465, 467, 633, 726, 730, 754, 765-774
- Arbed, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 674
- Arcelor, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 674
- ArcelorMittal : 183, 198, 272, 441, 443, 674-675
- Archer Daniels Midland : 538, 541, 644, 649, 787, 789
- Areva, *voir aussi Orano* : 391, 396, 400, 443, 468, 476, 567, 572
- Armstrong, *aujourd'hui dans BAE Systems* : 94, 195-197
- Arthur D. Little : 668
- Asgrow Agronomics, *voir aussi Monsanto, aujourd'hui dans Bayer* : 617
- ASML : 796-797
- Aspen : 778
- Assam Company : 139
- Astellas : 783
- AstraZeneca : 149, 635, 775, 780, 783
- AT&T : 69, 72, 106-107, 145, 161, 165, 168-169, 194, 251-252, 584, 586
- Atalaya Mining : 126
- Atari, *aujourd'hui dans Hasbro* : 677
- Auchan : 415, 417, 421, 744, 750
- Audi, *aujourd'hui dans Volkswagen* : 294
- Aventis, *aujourd'hui dans Sanofi* : 642, 776
- Avril, *voir aussi Sofiprotéol* : 225, 726, 732
- Babcock & Wilcox : 471
- BAE Systems : 193, 195, 197, 627
- Balmain : 338
- Bank of America : 771
- Bank of China : 706, 712
- Bank of London & South America, *aujourd'hui dans Lloyd's* : 384, 386
- Banque commerciale pour l'Europe du Nord, *aujourd'hui dans VTB* : 385
- Banque de l'Indochine, *aujourd'hui dans Crédit agricole* : 135, 141
- Banque de l'union parisienne, *aujourd'hui dans Société générale* : 118-119
- Banque de Paris et des Pays-Bas, *aujourd'hui dans BNP Paribas* : 79, 118, 244, 314, 320, 393, 400
- Banque Royale du Canada : 571
- Banque Seillière-Demachy, *aujourd'hui dans ABN-Amro* : 114
- Barclays : 682, 765, 770
- BASF : 49-50, 56, 179-180, 305-306, 313, 664-665, 667-672, 711, 807
- Bata : 269-270
- Bayer : 49-50, 56, 171-172, 180, 260-262, 305-308, 311, 313-314, 320, 323, 611, 618, 664-665, 667, 670-672, 807-808
- Beats Electronics, *aujourd'hui dans Apple* : 756
- Bechtel : 435-436, 467, 639-640
- Bellatrix : 794
- Benetton : 257
- Benson & Hedges, *aujourd'hui dans Altria* : 354-355
- Beretta : 16, 526-527
- Berkshire Hathaway : 149, 754
- Berliet, *aujourd'hui dans Renault Trucks* : 189-190
- Bethlehem Steel, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 183, 185, 187, 198, 201, 272, 275
- Bharti Airtel : 719
- BHP Billiton : 663, 730, 801, 805
- Bintang Delapan : 712
- BioNTech : 777, 779-781

- Blablacar : 688
 Blackberry : 677
 BlackRock : 498, 576, 579-580, 582-583, 765, 771
 Blackstone : 498, 576, 578-581
 BMW : 283-284, 287, 305, 307, 697, 701, 711
 BNP Paribas : 120, 314, 400, 655, 680, 685-687, 733, 773, 787, 790
 Boehringer Ingelheim : 260, 262, 264-265
 Boehringer Mannheim, *aujourd'hui dans Roche* : 260, 265
 Boeing : 296-298, 302, 402, 512
 Bolloré : 691, 693
 Bosch : 179-180, 284
 Boussac, *voir Christian Dior et LVMH* : 337-338
 Bouygues : 284, 400, 468, 475
 BP : 167, 239-240, 244-245, 344, 348, 351-352, 441, 443, 559, 562, 639, 641, 726, 730, 733-734, 766-767
 BPCE : 685-686
 Breguet, *aujourd'hui dans Dassault Aviation* : 201
 Bre-X : 570
 Bristol-Myers Squibb : 776, 783
 British American Tobacco : 161, 168, 251, 354
 British and Chinese Corporation, *voir HSBC et Jardine Matheson* : 140, 142
 British Energy, *aujourd'hui dans EDF* : 625
 British Iron Steel Corp : 393
 British Leyland, *aujourd'hui dans BMW et Tata* : 519
 British South Africa Company : 128-129
 British Steel, *aujourd'hui dans Tata* : 122, 674
 British Telecom : 584, 586
 Broadcom : 754
 Brown & Williamson, *aujourd'hui dans British American Tobacco* : 354-355, 357, 359
 Brown Boveri, *aujourd'hui dans ABB* : 488
 Brown Industries : 377
 Buenaventura : 662
 Buick, *aujourd'hui dans General Motors* : 228
 Bunge : 538, 541, 787, 789, 801-803, 807
 Bureau Veritas : 600
 Burger King, *aujourd'hui dans Restaurant Brands International* : 803
 BYD : 284, 535, 537, 706, 711
 C&A : 593, 596
 Cadillac, *aujourd'hui dans General Motors* : 228
 Cairo Electric Railways & Heliopolis Oases Company, *voir aussi Groupe Empain* : 148
 Calvin Klein, *aujourd'hui dans PVH* : 593, 595
 Cambridge Analytica : 759
 Campbell Soups : 58, 177
 Canal+, *aujourd'hui dans Bolloré* : 693
 Cape : 447-449, 451
 Cargill : 149, 538, 541, 611, 617, 644, 649, 787, 789-790, 794, 801-803, 807
 Carnegie Steel, *aujourd'hui dans US Steel* : 80-81, 94, 101-102, 133-134, 145, 162-163, 165, 185
 Carrefour : 415-417, 421-423, 732, 803
 Cartier, *aujourd'hui dans Richemont* : 90, 338
 Casino : 417
 Castel : 281-282
 CATL : 706, 710, 712
 Caudron, *aujourd'hui dans Airbus* : 317
 CBS, *aujourd'hui dans Sony et Paramount Global* : 292-293, 493, 597
 Cegetel, *voir aussi SFR, aujourd'hui dans Altice* : 591
 CFAO, *aujourd'hui dans Toyota* : 391-392, 394
 CGE, *aujourd'hui dans Alstom, Vinci, Nexans, Nokia et Microsoft* : 468, 470-471, 476
 Charter Consolidated : 129
 Chase Manhattan, *aujourd'hui dans JPMorgan Chase* : 146, 274, 384-385
 ChemChina : 522-523, 801, 808
 Chevrolet, *aujourd'hui dans General Motors* : 228, 286, 432
 Chevron : 80, 95, 102, 161, 167, 173, 239, 245, 283, 290, 348, 351-352, 465, 548-549, 559, 648, 656, 700, 726, 730, 734, 745, 766-767, 798-799
 China Construction : 686
 China Development Bank : 710, 712
 China Merchants : 135, 140, 535
 China Railway Group : 706, 709
 China State Construction Engineering : 706, 709
 Chiquita, *voir aussi United Fruit, aujourd'hui dans Cutrale* : 369-370
 Christian Dior, *aujourd'hui dans LVMH* : 337-338

- Chrysler, *aujourd'hui dans Stellantis* : 219, 272, 276, 504, 512, 517, 523, 675
- Ciba-Geigy, *aujourd'hui dans Novartis et BASF* : 413-414
- Cipla : 642-643
- Citigroup : 272, 274, 384-385, 603, 607, 680, 686, 771
- Citroën, *aujourd'hui dans Stellantis* : 189, 198, 201, 283, 285, 675
- Clariant : 57
- Clark Punchard : 125
- CMA-CGM : 77-78, 375, 716-717
- Coca-Cola : 123-124, 149, 224, 261, 302, 359, 362, 482, 486-487, 612, 732
- Cockerill : 59-60
- Codelco : 663
- Cogema, *aujourd'hui dans Orano* : 391, 396, 400, 468, 473
- Colas, *aujourd'hui dans Bouygues* : 400
- Colgate-Palmolive : 292
- Colorado Fuel and Iron, *aujourd'hui dans EVRAZ* : 81
- Colt : 43, 198, 201, 526
- Columbia Pictures, *aujourd'hui dans Sony* : 493
- Comilog, *aujourd'hui dans Eramet* : 391, 393
- Cominak, *aujourd'hui dans Orano* : 396
- Cominco, *aujourd'hui dans Teck* : 323-324
- Compagnie britannique des Indes orientales : 25-27, 31-32, 37, 128, 136-137
- Compagnie de chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée (PLM), *aujourd'hui dans la SNCF* : 115
- Compagnie de Moscovie : 25
- Compagnie de Suez, *voir aussi Suez et Engie* : 83-84, 353
- Compagnie des chemins de fer de l'Est, *aujourd'hui dans la SNCF* : 77
- Compagnie des chemins de fer du Midi, *aujourd'hui dans la SNCF* : 77
- Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt : 118
- Compagnie des mers du Sud : 26
- Compagnie du chemin de fer métropolitain de Paris, *voir aussi Groupe Empain, aujourd'hui dans RATP* : 147-148
- Compagnie du Mississippi : 26
- Compagnie du Niger français : 392
- Compagnie française des Indes orientales : 25
- Compagnie française des pétroles, *aujourd'hui dans TotalEnergies* : 239, 241-242, 244, 247, 314, 321, 351-352, 397, 441, 443
- Compagnie générale maritime, *aujourd'hui dans CMA-CGM* : 77-78
- Compagnie immobilière : 78
- Compagnie internationale pour l'informatique, *aujourd'hui dans Atos* : 473
- Compagnie minière de Conakry : 393
- Compagnie Mokta El Hadid, *aujourd'hui dans Orano* : 395
- Compagnie néerlandaise des Indes occidentales : 26
- Compagnie néerlandaise des Indes orientales : 25-26, 31-32, 47, 127, 136
- Comptoirs modernes, *aujourd'hui dans Carrefour* : 417, 421
- Compuserve, *aujourd'hui dans Yahoo* : 584, 588
- Comuf, *aujourd'hui dans Orano* : 395-396, 400
- Conforama, *aujourd'hui dans Mobilux et Steinhoff* : 417
- ConocoPhillips : 102, 767
- Consolidated Gold Fields : 127-128
- Construcciones Aeronauticas, *aujourd'hui dans Airbus* : 627
- Constructions navales et industrielles de la Méditerranée : 475
- Cora, *aujourd'hui dans Carrefour* : 417
- Corn Products, *aujourd'hui dans Ingredion* : 644, 649
- Corus, *aujourd'hui dans Tata* : 122, 675
- Crédit agricole : 135, 141, 207, 400, 441, 443, 685-686, 773, 790
- Crédit commercial de France, *aujourd'hui dans HSBC* : 319
- Crédit lyonnais, *aujourd'hui dans Crédit agricole* : 45, 77-78, 207, 209, 443
- Crédit mobilier : 77-78
- Crédit Suisse, *aujourd'hui dans UBS* : 771, 790
- Creusot-Loire, *voir aussi Schneider* : 468-469, 471, 476
- Centrale : 364, 369-370
- CVC Capital Partners : 58

- Daihatsu, *aujourd'hui dans Toyota* : 514
- Daimler-Benz, *aujourd'hui dans Daimler Trucks et Mercedes-Benz* : 283, 287, 294, 316, 336, 700
- DaimlerChrysler Aerospace, *aujourd'hui dans Airbus* : 627
- Dangote : 637, 694-695
- Danone : 58, 482, 488
- Dassault Aviation : 198, 201, 441-442, 717
- David Sassoon & Co : 139
- DCNS, *voir aussi NavalGroup* : 627
- De Beers, *aujourd'hui dans Anglo American* : 127, 129, 387
- Decré, *aujourd'hui dans Galeries Lafayette* : 421
- Deering Harvester, *voir aussi International Harvester, aujourd'hui dans Navistar* : 145
- Deezer : 492, 494
- Degesch, *aujourd'hui dans Evonik* : 309, 312
- DeGolyer & MacNaughton : 767-768
- Del Monte, *aujourd'hui dans NutriAsia* : 369
- Delbrück, *aujourd'hui dans ABN Amro* : 335
- Deliveroo : 688-690
- Dell : 697, 703
- Delta & Pine, *voir aussi Monsanto, aujourd'hui dans Bayer* : 611-612
- Delvaux, *aujourd'hui dans Richemont* : 92
- Demex : 794
- Denso : 284
- Dent & Co : 135, 138-139
- Deutsche Bank : 125, 241, 335-336
- Didi : 706, 709
- Disney : 295, 480-481, 536, 597, 668, 703
- Docks de France, *aujourd'hui dans Auchan* : 416
- Doctolib : 689
- Dodge Brothers, *aujourd'hui dans Stellantis* : 219
- Dole : 364, 369
- Dow : 149, 151, 301-303, 524-525, 611, 614, 664, 669, 700, 703
- Dumez, *aujourd'hui dans Vinci* : 441, 443
- DuPont : 149-151, 185, 228, 277, 283, 285-286, 299, 301-303, 323-324, 472, 664, 669, 672, 700
- Dussaud frères : 83-85
- E. D. Sassoon & Co : 139
- E. Leclerc : 415, 417, 421-422
- E. R. Squibb, *aujourd'hui dans Bristol Myers Squibb* : 262
- Eastern Telegraph Company, *aujourd'hui dans Vodafone* : 69, 74-75
- Eastman Chemical Company, *voir aussi Kodak* : 324
- eBay : 584, 588
- Eddie Bauer, *aujourd'hui dans Authentic Brands Group* : 596
- EDF : 117, 147-148, 325, 398, 441, 443, 468-472, 477, 620-622, 624-625, 733
- Edison, *aujourd'hui dans EDF* : 111-112, 145, 165, 505-506, 624
- Edison (Italie), *aujourd'hui dans EDF* : 624
- Edison Electric Light Company, *voir aussi General Electric* : 111-112, 145, 165
- Eiffage : 284, 400
- El Paso, *aujourd'hui dans Kinder Morgan* : 656
- Elf, *aujourd'hui dans TotalEnergies* : 397, 399, 548, 559-560, 562-566, 776
- Eli Lilly : 775, 782
- Emaxon : 567, 573
- Empain : 114, 119-120, 147-148, 468, 470-471
- Empain-Schneider, *voir Groupe Empain et Schneider* : 147-148, 468, 470-471
- EnBW : 624
- Endesa, *aujourd'hui dans Enel* : 620, 625
- Endo : 785
- Engie : 84, 323, 353, 500, 620-621, 626, 665, 732-733
- ENI : 348-349, 548
- Enron : 786
- Equinor, *voir Statoil* : 465, 467
- Eramet : 391, 393
- Ericsson : 207-208, 286, 478-479, 653, 657
- Erie Railroad Company, *aujourd'hui dans Norfolk Southern Railway et NJ Transit* : 81
- Ernst & Young : 600
- Essity : 222
- Eternit, *aujourd'hui dans Etex* : 447-448, 451, 453-454, 697, 700
- Ethyl Corporation, *aujourd'hui dans NewMarket* : 603-604, 606
- Eumedica : 267

- EuroChem : 787-788
 Evergrande : 706, 709
 Evergreen : 375, 381
 ExIm Bank : 710, 712
 Exxon, *aujourd'hui dans ExxonMobil* : 167, 169, 239, 245, 277, 348, 351-352, 465-466, 522-523, 561-563
 ExxonMobil : 80, 95, 102, 161, 173, 239, 302, 351, 465, 478, 522, 559, 726, 730, 734, 765-767
 Facebook, *voir aussi Meta* : 17, 170, 438-439, 592, 637, 753-756, 758-761, 767
 Fairchild Semiconductor, *aujourd'hui dans ON Semiconductor* : 438-439
 Fairphone : 679
 Farine Lactée Henri Nestlé, *aujourd'hui dans Nestlé* : 212
 Fast Retailing : 535, 537, 798, 800
 Ferodo, *aujourd'hui dans Tenneco* : 451
 Ferrari, *voir aussi Fiat* : 504
 Ferrero : 424-431
 Fiat, *aujourd'hui dans Stellantis* : 189, 284, 424-425, 503-504, 624, 656, 675
 Fincantieri : 627
 Finsider-Ferromina, *aujourd'hui dans Arcelor-Mittal* : 393
 Firestone, *aujourd'hui dans Bridgestone* : 283-284, 290
 First Boston, *aujourd'hui dans UBS* : 577-579
 First Resources : 538, 544
 Fisher-Price, *aujourd'hui dans Mattel* : 390
 FleishmanHillard, *aujourd'hui dans Omnicom* : 618, 670
 Flowserve : 656
 Fnac-Darty : 415, 417, 421
 Ford : 149, 175, 184, 189, 218-220, 228-229, 272, 275-276, 283-287, 289, 291, 482, 484, 488, 511, 513, 517-518, 520, 523
 Foxconn : 500, 535-536, 677-678
 Framatome, *voir aussi Areva, aujourd'hui dans EDF* : 396, 441, 443, 468-469, 471, 473, 475
 France Télécom, *voir aussi Orange* : 74, 500, 584, 591-592, 620-621, 623, 626
 Francolor, *voir Kuhlmann* : 320
 Freeport-McMoRan : 302-303, 435-437
 Freshfields Bruckhaus Deringer : 647, 651
 Fuji Bank, *voir aussi Yasuda* : 104
 Galeries Lafayette : 314, 319
 Gap : 593-594, 596-597
 Gaz de France, *aujourd'hui dans Engie* : 84, 500, 620-622, 624-626
 Gazprom : 551-558, 671, 726, 730
 GB Foods : 57-58
 GDF Suez, *voir aussi Engie* : 620-621, 626
 General Electric : 56, 101, 111-112, 144-145, 149, 164, 169, 174, 193, 236-237, 275, 286, 289, 302, 323-325, 468, 476, 478-479, 498, 505-510, 512, 656
 General Motors : 220, 228-230, 272, 276-277, 283-287, 290, 432, 441-442, 458, 466, 482, 484, 488, 513, 517-518, 604, 703
 Générale des eaux, *aujourd'hui dans Veolia* : 39, 45-46, 640, 645
 Geopost, *voir La Poste* : 626
 Getir : 688-689
 GIAT, *aujourd'hui dans KNDS* : 627
 Gillette, *aujourd'hui dans Procter & Gamble* : 286
 GitHub, *aujourd'hui dans Microsoft* : 756
 Glencore : 653, 659, 787, 789-790, 793
 GlobalFoundries : 796
 Gnome et Rhône, *aujourd'hui dans Safran* : 314, 317
 Goldman Sachs : 479, 577, 680-682, 687, 771
 Goodyear : 284
 Google, *voir aussi Alphabet* : 14-15, 17, 149, 170, 438-439, 584, 588, 590, 592, 637, 666, 753-758, 760-761, 763, 765-767, 772
 Gorillas : 689
 Goulet-Turpin, *aujourd'hui dans Carrefour* : 416
 GSK : 642
 Guinness, *aujourd'hui dans Diageo* : 359
 Gulf Oil, *aujourd'hui dans Chevron* : 239, 245, 348
 Gunvor : 787, 790-791
 GVK : 721

INDEX

- H&M : 744
Halliburton : 467, 479
Hasbro : 390, 677
Havas, *aujourd'hui dans Bolloré* : 69, 71
Hearst Communications : 110
HeidelbergCement : 83, 87, 89
Heineken : 281-282
Heinz, *aujourd'hui dans Kraft Heinz* : 176-178
Hennessy, *aujourd'hui dans LVMH* : 91-92, 338
Henry Tate & Sons, *aujourd'hui dans Tate & Lyle et American Sugar Refining* : 223
Hermès : 92
Herstal : 183, 189
Hill & Knowlton, *aujourd'hui dans WPP* : 354-356, 358, 362-363, 449
Hindenburg Research : 721, 724
Hispano-Suiza, *aujourd'hui dans Safran* : 314-316, 320
Hoechst, *aujourd'hui dans Sanofi* : 49-50, 56, 305-306, 313
Holcim : 83, 87, 89, 314, 559, 694, 720, 798, 800
Holiday Inn, *aujourd'hui dans IHG* : 422
Honda : 284, 288, 513-514, 516, 518
Honeywell : 512
Hong Kong Kowloon and Whampoa Dock Company, *aujourd'hui dans Hong Kong United Dockyards* : 139
Hotchkiss, *aujourd'hui dans Thales* : 198, 201, 204
HP : 438, 677
HSBC : 37, 135-136, 139-143, 149, 735, 741, 771
Huawei : 535-536, 677-678, 706, 709, 796-797
HudBay Minerals : 567, 574
Huileries du Congo belge, *voir aussi Unilever, aujourd'hui dans PCH* : 234
Hyatt : 228
Hyundai : 284, 532
Iberdrola : 625
IBM : 286, 378, 511, 535, 537, 755
IG Farben, *voir aussi Bayer et BASF* : 18, 104, 180, 286, 305-313, 320, 335, 799
Ikea : 426, 732-733
Imerys : 801, 806
Imperial Brands : 168
Imperial Chemical Industries, *aujourd'hui dans AkzoNobel* : 54
Inco, *aujourd'hui dans Vale* : 805
India Rubber, Gutta Percha and Telegraph Works Company : 223
Inditex : 744, 747, 798, 800, 805
Indosuez, *aujourd'hui dans Crédit agricole* : 443
Industrial and Commercial Bank of China : 686, 706, 712
Ingersoll-Rand : 656
Innospec : 656
Instagram, *aujourd'hui dans Meta* : 753, 755-756, 758, 760
Insull : 289
Intel : 438-439, 796-797
Interbra, *aujourd'hui dans Heineken* : 281
International Harvester, *aujourd'hui dans Navistar* : 144-145, 165, 286
International Mercantile Maritime Corporation : 145
International Minerals and Chemical Corporation, *aujourd'hui dans Mosaic* : 393
International Power, *aujourd'hui dans Engie* : 626
Intertek : 600
Iowa Seed Company : 299
Iraq Petroleum Company, *voir aussi Turkish Petroleum Company* : 239, 244, 321
Isuzu : 517
ITT : 106, 108, 444-446, 456-457, 478
J. C. Penney : 596
J. Crew : 596
J. P. Morgan & Co, *voir aussi JPMorgan Chase et Morgan Stanley* : 145
JPMorgan Chase : 144, 146, 149, 161, 770-772
Jaguar, *aujourd'hui dans Tata* : 122
Jardine Matheson : 37, 125, 135, 137-139, 141-142
JBS : 161, 801-802, 805, 807-808
Jeumont, *voir Groupe Empain et Schneider* : 148
Jinchuan Group : 710
Johns Manville : 447-448, 451

- Johnson & Johnson : 221-222, 236, 238, 267,
522-523, 775-776, 779, 783
- Johnson Company : 185
- Kennecott, *aujourd'hui dans Rio Tinto* : 444,
446, 457
- KEPCO : 476
- Kering : 394
- Kewalram Chanrai Group : 538, 540
- KFC, *aujourd'hui dans Yum ! Brands* : 803
- Kimberly-Clark : 221-222
- King & Spalding : 647
- Kinross Gold : 567, 573
- KKR : 44
- KLM, *aujourd'hui dans Air France-KLM* : 621,
623
- KMW, *aujourd'hui dans KNDS* : 627
- KNDS : 620, 627
- Knoll, *aujourd'hui dans Abbott* : 262, 265
- Koch Industries : 691
- Kodak : 286, 324
- Kohlberg & Co : 44
- Kozmo.com : 584, 589-590
- Kraft Heinz : 178
- Krupp, *aujourd'hui dans ThyssenKrupp* : 93-94,
114, 116-118, 198, 201, 305, 307, 310, 336,
393, 675, 799
- Kuhlmann, *voir aussi Pechiney-Ugine-Kuhlmann,*
aujourd'hui dans Arkema : 469
- La Poste : 69, 74, 183, 626
- La Samaritaine, *aujourd'hui dans LVMH* : 320
- Laboratoires Roques, *aujourd'hui dans Chiesi* :
264-265
- Lafarge, *aujourd'hui dans Holcim* : 83-90, 284,
314, 320, 400, 559, 565, 632, 694-695,
798-800
- Lagardère, *aujourd'hui dans Airbus et Vivendi* :
442
- L'Allobroge : 421
- Lancia, *aujourd'hui dans Stellantis* : 504
- Land Rover, *aujourd'hui dans Tata* : 122
- Legrand : 653, 657
- Lehman Brothers : 498, 576, 578, 631, 680-682,
686-687
- Lesieur, *aujourd'hui dans Avril* : 225
- Lever Brothers, *aujourd'hui dans Unilever* :
233-234, 292
- Levi Strauss : 593-595, 599
- LFK, *aujourd'hui dans MBDA* : 627
- LG : 532, 710
- Lidl : 803
- Liebig Extract of Meat Company, *aujourd'hui*
dans GB Foods : 57-58
- Liggett, *aujourd'hui dans Vector* : 168
- Lime : 688-689
- Lindsay's : 135, 138
- Lindt & Sprüngli : 427
- LinkedIn, *aujourd'hui dans Microsoft* : 439,
753, 756
- Liz Clairbone, *aujourd'hui dans Tapestry* : 596
- Lloyd's : 27, 384
- Lockheed Martin : 296, 402, 408, 411, 478
- Lone Pine Resources : 605
- L'Oréal : 320, 776
- Lorillard, *aujourd'hui dans British American*
Tobacco : 168, 354, 358-360
- Louis Vuitton, *aujourd'hui dans LVMH* : 91-92,
338
- Louis-Dreyfus : 321, 538, 541
- Lufthansa : 336
- Lukoil : 787, 790
- Lundin Energy : 798, 800
- Lundin Mining : 573
- LVMH : 91-92, 337-338, 717
- Lyonnaise des eaux, *aujourd'hui dans Suez* :
45-46, 640, 645
- Mack Trucks, *aujourd'hui dans Volvo* : 258
- Macy's : 681
- Maersk : 375, 381
- Mahyco, *voir aussi Monsanto, aujourd'hui dans*
Bayer : 617
- Mallinckrodt : 260-261, 267, 785
- Manufacturing Investment Company : 185
- Marathon Oil : 102
- Marchéville-Daguin, *aujourd'hui dans Humens* :
51

INDEX

- Marconi, *aujourd'hui dans Telent et BAE Systems* : 192-193
- Marconi Wireless Telegraph Company of America, *voir Marconi et RCA* : 192-193
- Margarine Unie, *aujourd'hui dans Unilever* : 234
- Maserati, *aujourd'hui dans Stellantis* : 504
- Matheson & Co, *voir aussi Jardine Matheson* : 125
- Matra, *aujourd'hui dans Airbus* : 441-442, 620, 627
- Matson : 378-379
- Mattel : 389-390, 535-536, 593, 597
- May & Baker, *aujourd'hui dans Sanofi* : 265
- Mazda : 513-514, 516-518
- MBDA : 627
- McCormick Harvesting Machine Company, *voir aussi International Harvester, aujourd'hui dans Navistar* : 133, 145
- McDonald's : 372-374, 735, 742, 803
- McDonnell-Douglas, *aujourd'hui dans Boeing* : 298
- McKesson : 262
- McKinsey : 635, 784-786
- McLean Trucking Company : 377
- Meituan : 706, 709
- Menatep : 554
- Mercedes-Benz : 284, 294
- Mercer, *aujourd'hui dans Marsh McLennan* : 668
- Merck : 261-262, 264-265
- Mercury Communications, *aujourd'hui dans Vodafone* : 586
- Mérieux : 776
- Merlin Gerin, *aujourd'hui dans Schneider Electric* : 471
- Messerschmitt-Bölkow-Blohm, *aujourd'hui dans Airbus* : 504
- Meta, *voir aussi Facebook* : 17, 753-755, 758, 760, 767
- Michelin : 131, 189, 198, 201, 284, 314, 321, 697, 701
- Microsoft : 17, 169, 439, 511, 584, 590, 637, 689, 753-757, 762, 766-767, 796
- Midvale Steel Company, *aujourd'hui dans Heppenstall-Midvale AG* : 183-184
- Minera Yanacocha, *voir Newmont* : 662-663
- Mitsubishi : 103-104, 517, 675
- Mitsui : 103-104
- Mittal, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 185, 674
- Mobil, *aujourd'hui dans ExxonMobil* : 167, 169, 239, 245, 303, 348, 465, 478, 562, 564
- Moderna : 635, 775, 779-781
- Moët & Chandon, *aujourd'hui dans LVMH* : 92
- Monsanto, *aujourd'hui dans Bayer* : 172, 306, 323-324, 362, 413-414, 499, 611-619, 664, 670
- Moody's : 165
- Morgan Stanley : 144, 146, 161, 771
- Mossack Fonseca : 735-737, 741
- MSC : 375, 382
- MSD : 775-776, 783
- MTU Aero Engines : 627
- Mumm : 320
- Mylan, *aujourd'hui dans Viatris* : 267
- N M Rothschild & Sons, *aujourd'hui dans Rothschild & Co* : 115, 125-127
- National City Lines : 290
- Natura & Co : 697, 701
- Naval Group : 627
- NBC, *aujourd'hui dans Comcast* : 292, 597
- NCR : 416-418, 420
- Near East Development Corporation, *voir aussi Iraq Petroleum Company et Mobil* : 244
- Nederlandsche Cocaïne Fabriek, *aujourd'hui dans AkzoNobel* : 265, 268
- Nestlé : 8, 58, 123-124, 210-217, 235, 359, 424, 427, 456, 460-461, 482, 486-488, 562, 665, 807
- Netflix : 438
- New Balance : 535, 537
- Newmont : 662
- News Corp : 691, 693
- Nexter, *aujourd'hui dans KNDS* : 620, 627
- Nigerian National Petroleum Corporation : 548
- Nike : 15, 257, 501, 535-537, 593-595, 597-602
- Nintendo : 536, 678
- Nissan : 513-515, 518-519, 521, 675, 700, 732-733

- Nokia, *aujourd'hui en partie dans Microsoft* : 536, 677-678, 756
- Nord Axis : 794
- Normont Gold Mines : 567, 570
- Norsk Hydro : 801, 806
- Northern Securities Company : 165
- Northrop Grumann : 478
- Novartis : 413-414, 775-776, 782-783
- Novo Nordisk : 656, 697, 704, 775, 782
- Nuance Communications, *aujourd'hui dans Microsoft* : 756
- NV Chemische Fabriek Naarden, *aujourd'hui dans Givaudan* : 262
- Nvidia : 439, 754, 796
- Oakland, *aujourd'hui dans General Motors* : 228
- Odebrecht, *aujourd'hui dans Novonor* : 658
- Office chérifien des phosphates : 696
- Olam : 235, 500, 538-542, 544-547
- Oldsmobile, *aujourd'hui dans General Motors* : 228
- Olivetti, *aujourd'hui dans Telecom Italia* : 424-426
- Opel, *aujourd'hui dans Stellantis* : 229, 286, 305, 307, 675
- Orange, *voir aussi France Télécom* : 69, 74, 127-128, 401, 500, 584, 592, 620-621, 623, 626
- Orano, *voir aussi Areva* : 391, 396, 468, 476
- Orascom : 89, 798
- Otis : 286
- Outspan, *aujourd'hui dans Capespan* : 442, 458
- P&O, *aujourd'hui dans DP World* : 135-136, 138-139
- Pacific Bell, *voir AT&T* : 584, 588
- Pan Am : 296-298
- Panasonic : 492, 494, 710
- Panhard, *aujourd'hui dans Arquus* : 189, 441-442
- Paramount : 681
- Paramount Energy & Commodities : 793
- Parisienne électrique, *voir aussi Groupe Empain, aujourd'hui dans EDF et Spie Batignolles* : 147-148
- Parke-Davis, *aujourd'hui dans Pfizer* : 171-172, 262
- Pathé : 286
- Pear's, *aujourd'hui dans Unilever* : 233
- Pechiney, *voir aussi Pechiney-Ugine-Kuhlmann, aujourd'hui dans Alcan* : 314, 320-321, 393, 400, 469, 562
- Pechiney-Ugine-Kuhlmann, *aujourd'hui dans Alcan, Constellium et Arkema* : 468-470
- Pennsylvania Railroad Company, *aujourd'hui dans Norfolk Southern Railway et Amtrak* : 80
- PepsiCo : 123-124, 164
- Petrobras : 658, 697, 701
- PetroChina : 726, 730
- Pets.com : 584, 589-590
- Peugeot, *aujourd'hui dans Stellantis* : 189, 283, 285-286, 504, 675, 696
- Pfizer : 171-172, 260, 267, 522-523, 611, 613, 635, 775-781, 783
- Philip Morris, *aujourd'hui dans Philip Morris International et Altria* : 354-355, 358-361, 644, 649
- Philip Morris International : 361
- Philips : 482, 487-488, 492-494
- Pinkerton, *aujourd'hui dans Securitas* : 133-134
- Pioneer, *aujourd'hui dans Corteva* : 299, 301, 611, 617
- Pirelli, *aujourd'hui dans ChemChina* : 522-523
- Polygram, *aujourd'hui dans Universal Music* : 493
- Porsche, *aujourd'hui dans Volkswagen* : 294-295
- Poutilov : 118, 207-208
- PriceWaterhouseCoopers : 600
- Printemps : 413-415, 421
- Prisunic, *aujourd'hui dans Casino* : 421
- Procter & Gamble : 221-222, 251, 255, 292-293
- Prodigy, *aujourd'hui dans AT&T* : 584, 588
- Promodès, *aujourd'hui dans Carrefour* : 416-417, 421
- Publicis : 321, 688
- Purdue : 260, 267, 784-785

INDEX

- Qamah Logistics : 794
 Quaker Oats, *aujourd'hui dans PepsiCo* : 164
- R. J. Reynolds, *aujourd'hui dans British American Tobacco* : 168, 354-355, 358-360, 381
 Raytheon, *aujourd'hui dans RTX* : 297, 402, 408
 RCA : 192, 194
 Reebok, *aujourd'hui dans Adidas* : 599
 Régie autonome des pétroles, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 397
 Reliance Industries : 717, 719
 Renault : 118, 183-184, 189, 198, 201, 207-208, 283, 285-286, 295, 314, 317, 442, 665, 675, 732-733
 Renault Trucks, *aujourd'hui dans Volvo* : 653, 657
 Repsol : 639, 641, 726, 733
 Rhodes Fruit Farms : 127-128
 Rhodia, *aujourd'hui dans Solvay* : 664, 667
 Rhône-Poulenc, *aujourd'hui dans Solvay et Sanofi* : 172, 313-314, 320, 564, 664, 667, 776
 Rio Tinto : 40, 110, 125-126, 435, 437, 444, 730
 Roche : 247, 260, 264-265, 268, 397, 642-643, 776
 Rockhopper : 644, 646, 650
 Rockwell International, *aujourd'hui dans Boeing* : 298
 Rolls-Royce : 197, 504
 Rosneft : 787, 790, 793-794
 Rostec : 410
 Rothschild Frères, *aujourd'hui dans Rothschild & Co* : 77-78, 393
 Rowntree's, *aujourd'hui dans Nestlé* : 215
 Royal Niger Company : 548
 RTX : 296-297, 402, 408
 RWE : 620, 625, 639-640, 726, 734
- Sabic, *aujourd'hui dans Saudi Aramco* : 765, 769
 Sacilor, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 674
 Safra : 364, 369
 Safran : 314, 317, 441-442
- SAIC Motors : 706, 711
 Saint-Gobain : 16, 30, 447-448, 451, 453, 456, 458, 468, 470, 475, 482, 486-487
 Samsung : 439, 532-534, 536, 677-678, 796-797
 Sandoz, *aujourd'hui dans Clariant* : 57, 262, 414
 Sanghi Industries, *aujourd'hui dans Adani Group* : 722
 Sanofi : 49, 171-172, 260, 267, 314, 398, 642, 775-776, 779, 782-783
 Sara Lee : 595
 SCADTA : 297
 SCAO, *aujourd'hui dans Toyota* : 392, 394
 Schneider Electric, *voir aussi Schneider* : 114, 120, 653, 657
 Schneider, *voir aussi Schneider Electric* : 59-60, 63, 78, 94, 114-120, 148, 198, 201, 203-204, 207-208, 225, 314, 317, 320, 471, 653, 657, 674
 Seagram, *aujourd'hui dans Universal Music* : 591
 Sea-Land Service, *aujourd'hui dans Maersk* : 375, 377-381, 383
 Securitas : 133-134
 Segal : 536
 Sementes Agrocerees, *voir aussi Monsanto, aujourd'hui dans Bayer* : 617
 Servier : 635, 778
 SFR, *aujourd'hui dans Altice* : 591, 737
 SGS : 600
 Shannon International Development Consultants : 388
 Shazam, *aujourd'hui dans Apple* : 756
 Shearman & Sterling : 647
 Shell : 102, 156, 207-209, 239, 241, 244-245, 345, 348, 351-352, 441, 443, 501, 548-550, 559, 561-562, 566, 665, 700, 726, 730, 733-734, 744-745, 750-751, 766-767
 SICO : 263
 Siemens : 56, 93, 112, 286, 305, 307, 478-479, 665
 Sikorsky, *aujourd'hui dans Lockheed Martin* : 296-297
 Silicon Valley Bank : 440
 Sinclair Oil, *aujourd'hui dans HF Sinclair Corporation* : 231

- Singer, *aujourd'hui dans SVQ* : 29, 38, 43-44, 69, 74
- Sinoma : 706, 709
- SK Group : 532
- Skechers : 798, 800
- SKF : 286
- Škoda, *aujourd'hui dans Volkswagen* : 114, 198, 201
- Skype, *aujourd'hui dans Microsoft* : 753, 756
- SMCP : 798, 800
- SMIC : 796-797
- SN Repal, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 393, 397
- SNCF : 117, 321, 620-621, 627-628
- SNECMA, *aujourd'hui dans Safran* : 317
- SNPA, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 397
- Société anversoise de commerce au Congo : 130-131
- Société chimique des usines du Rhône, *voir aussi Rhône-Poulenc, aujourd'hui dans Sanofi* : 171-172
- Société de construction des Batignolles, *aujourd'hui dans Spie Batignolles* : 148, 225-226
- Société des mines de cuivre de Mauritanie, *aujourd'hui dans la SNIM* : 393
- Société générale : 77-78, 114-115, 118, 225, 227, 314, 321, 323, 325, 680, 685-686, 735, 737, 740-741, 774
- Société générale de Belgique : 323, 325
- Socony-Vacuum, *voir aussi Mobil, aujourd'hui dans ExxonMobil* : 302-303
- Sofiprotéol, *voir Avril* : 225, 726, 732
- Solutia, *aujourd'hui dans Eastman Chemical Company* : 613
- Solvay : 49-56, 447, 453
- Somař, *aujourd'hui dans Orano* : 396, 470
- Sonatrach : 726, 730
- Sony : 492-494, 536, 678
- SpaceX : 816
- SPAF, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 393
- SPAFE, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 397
- SPIE, *aujourd'hui dans Spie Batignolles* : 148
- Spotify : 492, 494
- Sprint, *aujourd'hui dans T-Mobile* : 584, 588
- Standard Oil of New Jersey, *voir aussi Exxon, aujourd'hui dans ExxonMobil* : 167, 245, 277, 604
- Standard Oil of New York, *voir aussi Mobil, aujourd'hui dans ExxonMobil* : 167, 245
- Standard Oil, *voir aussi ExxonMobil et Chevron* : 39, 80, 95, 97-102, 149, 156, 161-163, 166-169, 173, 185, 239, 241, 244-245, 277, 283, 287, 290, 435, 604
- Starbucks : 133-134
- State Oil Marketing Organisation : 655-656
- State Street : 580, 771
- Statoil, *voir Equinor* : 465, 467
- Stellantis : 198, 218-219, 272, 283-284, 305, 424, 503-504, 675, 796-797
- STMICROELECTRONICS : 797
- Stora Enso : 16
- Subaru : 514
- Süd-Chemie, *aujourd'hui dans Clariant* : 57
- SUEK : 787-788
- Suez : 45-46, 83, 85-86, 88-90, 138, 323, 353, 500, 626, 639-640, 644-646
- Sullivan & Cromwell : 145, 162, 164, 351-352
- Sumitomo : 103-104
- Sumitomo Mitsui Banking Corporation, *voir aussi Sumitomo et Mitsui* : 104
- Suzuki : 514
- SVQ : 43-44
- Swift & Co, *aujourd'hui dans JBS* : 161, 163-164, 166
- Swire : 135, 140
- Syngenta, *aujourd'hui dans ChemChina* : 180, 664, 672, 801, 808
- Tampax, *aujourd'hui dans Procter & Gamble* : 221-222
- Tata : 37, 121-122, 195, 197, 674-675, 716, 719
- Tate & Lyle : 223-224
- Taurus Petroleum : 790
- TechnicAtome : 468, 475
- Teck : 323-324
- Tejarinaft : 794
- Telefonica : 584, 586

- Telnet : 192-193
 Tencent : 706, 709
 Tereos : 805
 Tesla : 17, 284, 710-711, 717
 Tetley, *aujourd'hui dans Tata* : 122
 Texaco, *aujourd'hui dans Chevron* : 239, 245, 348, 435, 465, 559, 562
 Textron : 656
 Thames Water : 639-640
 Thomson-CSF, *aujourd'hui dans Thales* : 441-442, 473
 Thyssen, *aujourd'hui dans ThyssenKrupp* : 94, 393, 675
 Time Warner, *aujourd'hui dans Warner Bros. Discovery* : 584, 591
 Toshiba : 492, 494
 TotalEnergies : 8, 13-15, 239, 241, 244, 247, 314, 321, 351-352, 391, 397, 400, 441, 443, 548, 559-566, 653, 656, 660, 665, 697, 716-717, 722-723, 726, 730, 733-734, 765-767, 769
 Toyota : 230, 284, 288, 295, 375, 382, 391, 394, 498, 513-521
 Toys R Us : 390
 Trafigura : 787, 789-791, 793-794
 Tsingshan : 706, 709-710, 712
 TSMC : 754, 796-797
 Turbomeca, *aujourd'hui dans Safran* : 441-442
 Turkish Petroleum Company, *voir aussi Iraq Petroleum Company* : 239, 241-244
 Turner & Newal : 447-449, 451
 Twentieth Century Fox, *aujourd'hui dans Disney* : 481, 681
 Twitter, *aujourd'hui X* : 691, 693, 753, 758-759
 Uber : 688-690
 UBS : 735, 741, 787, 790
 Unilever : 58, 223, 233-235, 292, 538, 543, 664, 667
 Union Carbide, *aujourd'hui dans Dow* : 524-525, 745
 Union européenne industrielle et financière (UEIF) : 119
 Union générale des pétroles, *voir Elf, aujourd'hui dans TotalEnergies* : 397
 Union minière du Haut-Katanga, *aujourd'hui dans Umicore* : 130-131, 323
 Uniper : 726, 734
 United Airlines : 296-297
 United Fruit, *voir aussi Chiquita, aujourd'hui dans Cutrale* : 8, 164, 194, 251, 258, 352, 364-371, 445, 478
 United States Lines : 381, 383
 United Technologies, *aujourd'hui dans RTX* : 296-297
 Universal Music, *voir aussi Vivendi* : 584, 591, 762
 Unocal, *aujourd'hui dans Chevron* : 750
 UraMin, *voir Areva* : 572
 US Steel : 80, 133, 144-145, 161-162, 165, 173-174, 198, 201, 272, 276
 U.S. Tobacco Company, *aujourd'hui dans U.S. Smokeless Tobacco Company* : 355
 Usinor, *aujourd'hui dans ArcelorMittal* : 393, 441, 443, 674
 UTA, *aujourd'hui dans Air France-KLM* : 623
 Vale : 662-663, 697, 701, 801, 805
 Valeo : 284
 Vallourec : 726, 732
 Vanguard : 580, 771
 Vanke : 706, 709
 Vattenfall : 644, 651
 Vauxhall, *aujourd'hui dans Stellantis* : 229, 286
 Vedanta Resources : 750
 Veolia, *voir aussi Vivendi* : 45-46, 639-640, 644-645, 726, 732
 Verizon : 169
 Vermilion : 650
 Vestey : 58
 Vicat : 83, 85, 87
 Vickers, *aujourd'hui dans BAE Systems* : 94, 195-197
 Vinci : 284, 400, 441, 443, 644, 649, 726, 732
 Vinfast : 711
 Vitrol : 653, 656, 660, 787, 789-790, 793
 Vivendi, *voir aussi Veolia* : 584, 591, 691, 693
 Vodafone : 69, 74
 Volkswagen : 114, 198, 283-284, 288, 294-295, 432, 513, 522-523, 700, 711, 796-797
 Volvo : 653, 656

MULTINATIONALES

- Walmart : 149, 593, 597, 603, 606, 803
- Warner Bros, *aujourd'hui dans Warner Bros Discovery* : 390
- Waymo, *aujourd'hui dans Alphabet* : 757
- Waze, *aujourd'hui dans Alphabet* : 753, 756
- Wells Fargo : 149
- Western Electric, *voir aussi AT&T* : 107, 286
- Western Union : 69-70, 106-107, 145, 162, 168
- WhatsApp, *aujourd'hui dans Meta* : 753, 755-756, 758-760
- White & Case : 647
- White Star Line, *voir aussi International Mercantile Maritime Corporation* : 145, 192
- Whole Foods Markets, *aujourd'hui dans Amazon* : 756
- Wilmar : 235, 538, 541, 544, 716-718
- Winchester Repeating Arms Company, *aujourd'hui dans Herstal* : 183, 189
- WoolWorth's, *aujourd'hui dans Foot Locker* : 681
- Xerox : 703
- Xiaomi : 536
- Yahoo : 511, 584, 588, 590
- Yasuda : 103-104
- York International, *aujourd'hui dans Johnson Controls* : 656
- YouTube, *aujourd'hui dans Alphabet* : 753-754, 756, 758-759
- Yves Saint-Laurent, *aujourd'hui dans Kering* : 338
- Zappos, *aujourd'hui dans Amazon* : 756
- Zenimax Media, *aujourd'hui dans Microsoft* : 756
- Zoox, *aujourd'hui dans Amazon* : 757
- ZTE : 706, 709

TABLE

Avant-propos	7
Introduction	11
PROLOGUE. Maisons marchandes, négociants et compagnies coloniales : aux origines des multinationales	23
PREMIÈRE PARTIE. 1850-1900	
MONDIALISATION DU CAPITAL ET EXPANSION COLONIALE	
1851. Singer : la première multinationale ?	43
1853. Naissance de la privatisation à la française	45
1860. <i>Max Havelaar</i> , la critique d'un commerce Nord-Sud inéquitable	47
1861. L'invention d'un jeune autodidacte révolutionne l'industrie de la chimie, <i>Kenneth Bertrams</i>	49
Bataille pour les sels de Lorraine, 50 ; Le tournant anglais, 53 ; Explorations en terre inconnue, 54 ; Contourner les nationalismes, 55.	
1862. Justus von Liebig, ou les prémises de l'agriculture industrielle	57
1864. Les premiers pas de l'Internationale ouvrière, <i>Nicolas Delalande</i>	59
Artisans, ouvriers-ciseleurs et tailleurs, 60 ; Une « multinationale » des grèves ?, 62 ; Une puissance fantasmée, 64 ; Postérités, 66.	
1866. Les câbles télégraphiques traversent les océans et rapetissent le monde, <i>François Jarrige</i>	69
Un vieux rêve, 70 ; Un défi technique, 71 ; Les premières délocalisations, 73 ; Partage des rôles entre public et privé, 74.	

1867. La révolution bancaire des frères Pereire	77
1868. Les barons voleurs	80
1869. Le chantier du canal de Suez : un tremplin pour Lafarge, <i>Nelo Magalhães</i>	83
Jackpot géologique, 84 ; Le béton et ses dégâts, 86 ; Bunkers et CO ₂ , 88.	
1870. Hennessy et la mondialisation du luxe	91
1871. Alfred Krupp, ou l'empire de l'acier	93
1872. Rockefeller et sa Standard Oil « massacrent » la concurrence, <i>Thomas Cantaloube</i>	95
Un trentenaire entreprend de rationaliser l'industrie pétrolière naissante, 96 ; Séduire les banquiers, neutraliser la concurrence, 97 ; Le « massacre de Cleveland », 99 ; Naissance d'un géant pétrolier, 100.	
1874. La restauration Meiji et les <i>zaibatsu</i>	103
1876. Alexander Graham Bell, ou le mythe de l'inventeur	106
1881. George Hearst, une fortune minière	109
1884. La « guerre des courants »	111
1885. Schneider, un champion français, <i>Gérard Vindt</i>	114
Un paternalisme autoritaire, 115 ; « Marchand de canons », 116 ; Du Creusot à Hong Kong, 118.	
1886. Tata et le nationalisme indien	121
1887. Coca-Cola : naissance d'une marque et d'un mythe	123
1888. Fusillades à Rio Tinto	125
1890. Cecil Rhodes, au nom de l'Empire britannique	127
1891. Le Congo de Léopold II, eldorado du pillage colonial	130
1892. Les briseurs de grèves	133
1895. HSBC, de la guerre de l'opium à l'impérialisme financier, <i>Olivier Petitjean</i>	135
L'ouverture forcée de la Chine, 136 ; Les fortunes de l'opium, 138 ; Le bras armé financier de la domination occidentale, 140.	

TABLE

1896. John Pierpont Morgan, le roi de Wall Street	144
1898. Le baron Empain, du métro de Paris à Héliopolis	147
1899. Le Delaware, paradis de DuPont	149

DEUXIÈME PARTIE. 1901-1945

LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET SES CRISES

1901. Trusts et antitrust : une guerre de cent ans, toujours en cours, <i>Olivier Petitjean</i>	161
Baronnies industrielles, 162 ; Rachats et fusions sous le signe de Wall Street, 164 ; De Theodore Roosevelt à Woodrow Wilson, l'antitrust au pouvoir, 165 ; Démantèlements, 167 ; Une bataille sans cesse rejouée, 168.	
1902. Le médicament entre dans son âge industriel	171
1904. Les « ratisseurs de fange », ou les débuts du journalisme d'investigation	173
1906. Le Ketchup fait recette grâce aux nouvelles normes de sécurité alimentaire	176
1909. Le procédé Haber-Bosch révolutionne l'agriculture... et la guerre	179
1910. L'insurrection des 20 000 ouvrières et la Journée internationale des femmes	181
1911. Le taylorisme, à l'origine du management prétendument scientifique, <i>Nicolas Jounin</i>	183
Chronométrier et optimiser les tâches, 184 ; Sélectionner et hiérarchiser la main-d'œuvre, 186 ; Exproprier l'ouvrier de son savoir-faire, 188 ; Des grèves contre le taylorisme, 189.	
1912. Le <i>Titanic</i> sombre, le cours de la société Marconi s'envole	192
1914. Basile Zaharoff, éminence grise de l'industrie de l'armement	195

1916. Marchands de canons et profiteurs de guerre, <i>François Bouloc</i>	198
Une interminable guerre rendue possible par l'industrie, 199 ; Taxer les « surprofits », 202 ; Rhétorique patriotique du patronat, 203.	
1917. Les bolcheviks exproprient les capitalistes étrangers	207
1918. Nestlé s'adapte aux désordres mondiaux, <i>Pierre-Yves Donzé</i>	210
Farine lactée contre lait condensé, 211 ; Produire local pour éviter les taxes, 213 ; Pionnier de l'optimisation fiscale, 215.	
1919. La décision <i>Dodge vs. Ford</i> consacre la primauté des actionnaires	218
1920. Avec Kotex, puis Kleenex et Tampax, l'hygiène devient jetable	221
1921. Tate & Lyle contrôle la moitié du marché mondial de sucre	223
1922. Les « Batignolles » et le Congo-Océan	225
1923. Alfred Sloan, père du management moderne	228
1924. Une « certaine affaire de pétrole » embarrasse Mussolini	231
1925. Lever Brothers : une prospérité bâtie sur l'exploitation du Congo belge	233
1926. La gestion tayloriste du foyer et l'essor de la société de consommation	236
1927. Les entreprises pétrolières se partagent l'Irak puis le monde, <i>Alain Deneault</i>	239
La France confie ses intérêts pétroliers au futur groupe TotalEnergies, 241 ; Naissance d'un pétro-protectorat, 243 ; Les maîtres du pétrole se dotent d'une constitution, 244.	
1928. La Société des nations se penche sur la fiscalité internationale	248

TABLE

1929. Propagande et manipulation de l'opinion : l'invention du marketing moderne, <i>Aurore Gorius</i>	251
Le premier <i>spin doctor</i> , 252 ; Psychologie des foules consommateurs, 254 ; Marketing économique et politique, 257.	
1930. L'industrie pharmaceutique s'organise en cartels des drogues, <i>François-Xavier Dudouet</i>	260
Actrices du commerce mondial des drogues, 261 ; Une difficile régulation internationale, 263 ; Des cartels de la cocaïne et de la morphine, 265.	
1932. Bata chausse le monde	269
1933. Les batailles du New Deal, <i>Olivier Petitjean</i>	272
Les cent jours de Roosevelt, 273 ; Le « gouvernement de l'argent », 275 ; Le prix du compromis, 278.	
1935. À partir de l'Afrique, Heineken se crée un empire mondial de la bière	281
1936. Ford et General Motors font basculer le monde vers le tout-voiture, <i>Jean-Baptiste Fressoz</i>	283
De l'artisanat à la production de masse, 284 ; La voiture, un projet politique conservateur, 287 ; L'ennemi tramway doit disparaître, 289.	
1937. Procter & Gamble et l'âge d'or des <i>soap operas</i>	292
1938. La Coccinelle de Volkswagen, de la propagande nazie au miracle économique allemand	294
1939. Boeing, Pan Am et le premier vol commercial transatlantique	296
1940. Henry Wallace, du maïs hybride à la « révolution verte »	299
1941. L'industrie entre dans l'ère de la pétrochimie et du plastique	302
1942. Bayer et le nazisme : soutien au NSDAP, travail forcé et Zyklon B, <i>Rachel Knaebel</i>	305
Réunion secrète avec Hitler, 307 ; Création de la filiale « IG Auschwitz », 308 ; La direction d'IG Farben plaide « non coupable », 310.	

- 1944. Patrons et grandes entreprises dans la France occupée, *Ivan du Roy*** 314

Une entreprise résistante bien solitaire, 315 ; Des collaborations très précoces, 317 ; Aryanisation de l'économie, 318 ; Un crime moral, 320.

- 1945. Le Projet Manhattan, un partenariat public-privé historique** 323

TROISIÈME PARTIE. 1946-1979

L'ORDRE AMÉRICAIN

- 1946. Hermann Abs et la Deutsche Bank, une histoire allemande** 335

- 1947. Christian Dior et la renaissance de l'industrie française du luxe** 337

- 1948. Libre-échange et interventionnisme : l'impossible compromis de La Havane, *Jean-Christophe Graz*** 339

Concilier libéralisme commercial et rôle régulateur des États, 340 ; La souveraineté économique en débat, 342 ; Nationalisations et protection des investisseurs, 344 ; Un nouvel ordre économique fragmenté, 345.

- 1949. Avec Enrico Mattei, l'Italie défie les majors pétrolières anglo-saxonnes** 348

- 1951. L'Empire britannique s'accroche au pétrole iranien** 351

- 1953. L'industrie du tabac enfume le monde et fabrique le doute, *Emma Bougerol*** 354

Submerger la recherche, détourner l'attention, 356 ; La création de l'ignorance, 357 ; Cinquante ans de mensonges, 359 ; Un manuel de désinformation très prisé, 361.

- 1954. Les « républiques bananières » au service de United Fruit, *Nolwenn Weiler*** 364

Chemin de fer contre bananes, 366 ; P-DG : présidents, dictateurs et généraux, 368 ; Timides avancées, 369 ; Monocultures intensives et pesticides, 369.

- 1955. Ray Kroc pose les fondations d'un empire de la *fast food*** 372

1956. Un chauffeur routier révolutionne le commerce maritime mondial, <i>Pauline Gensel</i>	375
Les ports, nœuds vieillissants des échanges internationaux, 376 ; La boîte qui change tout, 377 ; Les conteneurs alimentent la guerre du Vietnam, 379 ; Gigantisme et délocalisations, 380.	
1957. La City invente les « eurodollars » et la finance <i>offshore</i>	384
1958. L'Irlande crée la première zone franche	387
1959. Barbie commence à voir la vie en rose	389
1960. De l'Afrique française à la Françafrique, les héritières coloniales, <i>Olivier Blamangin</i>	391
Le potentiel minier et pétrolier des colonies, 392 ; Indépendances sous conditions, 393 ; Main basse sur l'uranium africain, 395 ; Elf, bras pétrolier de l'État français, 397 ; « La vache à lait de la République », 398.	
1961. « Mes chers compatriotes, méfiez-vous du complexe militaro-industriel ! », <i>Claude Serfati</i>	402
De l'armée à la politique et au business, 403 ; Un poids économique exorbitant, 405 ; Inflation technologique, 407 ; Mondialisation armée, 408.	
1962. Rachel Carson, lanceuse d'alerte et pionnière de l'écologie	413
1963. « Faire comme les Américains » : le modèle des hypermarchés débarque en France, <i>Tristan Jacques</i>	415
Du petit commerce à l'hypermarché, 416 ; L'oracle de la distribution, 418 ; « <i>No parking, no business</i> », 419 ; Les patrons français retournent à l'école, 420 ; Hybridation franco-américaine, 422.	
1964. Ferrero, la légende trop sucrée du capitalisme italien, <i>Olivier Favier</i>	424
Petit pâtissier deviendra grand, 425 ; Une multinationale familiale, 426 ; Une aura locale qui ne souffre aucun débat, 427 ; Sucres rapides et huile de palme, 429 ; « Que serait un monde sans Nutella ? », 430.	
1965. Ralph Nader, champion des consommateurs	432

1967. En Indonésie, les Papous victimes de la plus grande mine d'or du monde	435
1968. Et le microprocesseur créa la Silicon Valley	438
1969. Les grandes entreprises françaises restent sourdes à la mobilisation contre l'apartheid	441
1970. Au Chili, une voie brisée vers un socialisme non autoritaire	444
1971. L'incroyable impunité des industriels de l'amiante, Annie Thébaud-Mony	447
Organiser l'impunité, 448 ; Un désastre sanitaire enfin sur la place publique, 449 ; L'internationale de l'amiante contre-attaque, 451 ; Héritage toxique, 453.	
1972. Réguler les multinationales, un enjeu politique, Michel Capron et Sabine Pitteloud	456
Une contestation qui monte de toutes parts, 457 ; L'Europe des travailleurs bloquée par Thatcher, 459 ; Lobbying et autorégulation, 461 ; Un combat inachevé, 462.	
1973. À qui profite le choc pétrolier ?	465
1974. Le rêve technophile et nucléaire de l'industrie française, Alexis Vrignon	468
1970, années technophiles, 469 ; Des « champions nationaux » du nucléaire, 472 ; Les promesses non tenues des multinationales françaises, 474.	
1975. Les États-Unis contraints d'agir face à la corruption	478
1976. Disney, Mickey et la bataille des droits d'auteur	480
1977. Face aux multinationales, le syndicalisme international à la peine, Sandrine Kott	482
Inquiétudes et divisions syndicales, 483 ; Premières grèves internationales : des succès éphémères, 486 ; Une responsabilité sociale non contraignante, 488.	
1979. Sony révolutionne notre rapport à la musique	492

QUATRIÈME PARTIE. 1980-1999

LE NÉOLIBÉRALISME TRIOMPHANT

1980. Dans les usines Fiat, un coup de frein à la contestation ouvrière	503
1981. « Neutron Jack » et l'avènement du capitalisme actionnarial, <i>Cyprien Boganda</i>	505
Un fils de syndicaliste devenu P-DG, 506 ; « La seule responsabilité sociale d'une entreprise est d'accroître ses profits », 508 ; « Neutron Jack » : fusions, cessions, restructurations, 509 ; Un gourou du management, 511.	
1982. Toyota et le triomphe du « juste-à-temps », <i>Stéphane Heim</i>	513
Naissance d'un modèle, 514 ; L'invention du juste-à-temps, 515 ; Succès à l'exportation et implantations forcées, 517 ; Entre ouverture et protectionnisme, 519.	
1983. Volkswagen, auxiliaire de police de la dictature brésilienne	522
1984. Bhopal, un crime industriel de masse resté impuni	524
1985. Beretta mise sur le marché des armes « civiles » aux États-Unis	526
1986. Davos, rendez-vous annuel des maîtres du monde	529
1987. Samsung, du poisson séché à l'électronique haut de gamme	532
1988. Shenzhen devient l'atelier du monde	535
1989. Olam, le géant qui carbure à l'huile de palme, <i>Cyprien Boganda</i>	538
Une multinationale du Sud, 539 ; La « diagonale du risque », 540 ; L'huile de palme, accélérateur de déforestation, 542 ; Dans son pré carré africain, Olam sous le feu des critiques, 544.	
1990. Ken Saro-Wiwa lutte contre les intérêts pétroliers, au péril de sa vie	548

- 1991. Gazprom, naissance d'un moloch gazier,**
Julien Vercueil 551
 De la *Perestroïka* aux privatisations, 552 ; Évaluer, segmenter, adjuger, verrouiller, 553 ; Quel bilan ?, 556.
- 1992. L'industrie pétrolière fait perdre deux décennies à la lutte contre le réchauffement climatique,**
Christophe Bonneuil 559
 L'industrie pétrolière contre-attaque, 561 ; La fabrique de l'inaction climatique, 563.
- 1993. Le Canada, paradis sans foi ni loi pour les entreprises minières,** *Alain Deneault* 567
 Un pays voué à l'extraction des ressources naturelles, 568 ; Une longue histoire de spéculation et de fraudes, 569 ; Une initiative conçue par et pour l'industrie minière, 571 ; Un paradis fiscal et judiciaire connecté à la Caraïbe britannique, 572.
- 1994. Les loups noirs de Wall Street,** *Cyprien Boganda* 576
 L'ascension d'un financier presque ordinaire, 577 ; L'art de faire fortune avec l'argent des autres, 578 ; La financiarisation du monde, 580 ; Une influence contestée, 582.
- 1995. Aux origines de la marchandisation de l'internet,**
Nikos Smyrnaiois 584
 La dérégulation comme remède à la crise, 585 ; Les autoroutes de l'information mènent à la privatisation de l'internet, 587 ; La rencontre de la culture startup et du capital-risque, 588 ; De l'« exubérance irrationnelle » à la domination des Gafam, 590.
- 1996. Sweatshops : Nike et les grandes marques textiles sous le feu des critiques,** *Pauline Barraud de Lagerie* 593
 Du Salvador aux Philippines, les premiers scandales, 594 ; Jeune ouvrière orpheline contre star du showbiz, 596 ; « Audits sociaux » et labels éthiques, 599.
- 1997. Le libre-échange triomphant,** *Claude Vaillancourt* 603
 Une multinationale fait abroger une loi canadienne, 604 ; Les populations sacrifiées au commerce, 606 ; Stratégies de rechange, 608.

1998. La boutique des horreurs de Monsanto, <i>Sophie Chapelle</i>	611
--	-----

PCB, DDT et agent orange, 612 ; Le mensonge dans les gènes, 615 ; Procès en série, 618.

1999. Libéralisations, privatisations et champions européens, <i>Scott Viallet-Thévenin</i>	620
--	-----

De monopoles publics nationaux à multinationales privées, 621 ; EDF et Gaz de France face à la libéralisation de leurs marchés, 624 ; L'essor de géants européens, 626.

CINQUIÈME PARTIE. 2000-2025

CRISES ET TOUTE-PUISSANCE

2000. « Guerre de l'eau » en Bolivie	639
---	-----

2001. Jamie Love, héraut de la résistance à Big Pharma	642
---	-----

2002. Protection (abusive) des investissements : une épée de Damoclès aux mains des multinationales, <i>Mathilde Dupré et Stéphanie Kpenou</i>	644
--	-----

Des droits spéciaux pour les multinationales, 646 ; Une procédure biaisée, 647 ; Contestation de mesures de santé publique, 648 ; Premières remises en cause des tribunaux arbitraux, 650.

2003. « Pétrole contre nourriture », la corruption des multinationales au grand jour, <i>Sophie Lemaître</i>	653
---	-----

Aux origines du scandale, 654 ; Révélations sur une corruption d'une ampleur sans précédent, 655 ; Un feuilleton judiciaire de vingt ans, 656 ; Lutte contre la corruption internationale : un bilan en demi-teinte, 658.

2004. Des petits paysans péruviens font reculer des géants miniers	662
---	-----

2005. Une directive européenne au centre d'une offensive de lobbying sans précédent, <i>Aurore Gorius</i>	664
--	-----

Protéger consommateurs et environnement, 666 ; L'industrie chimique à la manœuvre, 668 ; « Association ombrelle », 669 ; « Portes tournantes », 671.

- 2006. La fusion d'Arcelor et Mittal entérine le déclin de la sidérurgie européenne** 674
- 2007. Apple lance l'iPhone** 677
- 2008. Faillite de Lehman Brothers, symbole de la finance prédatrice, Dominique Plihon** 680
 Un colosse aux pieds d'argile, 681 ; La crise des *subprimes* se transforme en crise économique et sociale, 682 ; Des réformes minimalistes, 684 ; L'ère des oligopoles bancaires, 685.
- 2009. L'ubérisation : après l'engouement initial, un modèle en faillite** 688
- 2010. Citizens United et les milliardaires en politique** 691
- 2011. Aliko Dangote, milliardaire africain** 694
- 2012. Au nom du « développement durable », l'ONU ouvre grand ses portes aux multinationales, Sarah Benabou** 697
 « Donner un visage humain au marché mondial », 698 ; Les milieux d'affaires à l'assaut des sommets onusiens, 700 ; La difficile recherche d'un nouveau paradigme, 703.
- 2013. La Chine lance les nouvelles routes de la soie, Clément Séhier** 706
 2013, une année charnière, 707 ; Une projection à la fois politique et économique, 708 ; Les véhicules électriques, une filière stratégique, 710 ; Une interdépendance mutuellement bénéfique ?, 711 ; La face cachée du nickel, 712.
- 2014. Adani, symbole du capitalisme de connivence à l'indienne, Barnabé Binctin et Guillaume Vénéitay** 716
 Une ascension grâce à un tandem politico-financier, 717 ; Corruption, fraude fiscale et blanchiment, 720 ; Le roi du charbon se présente en prince du renouvelable, 722.
- 2015. Sponsoriser la lutte contre le réchauffement tout en sapant les politiques climatiques, Maxime Combes** 726
 La « COP de la dernière chance » ?, 727 ; La mondialisation néolibérale ou la planète ?, 729 ; *Greenwashing Business Summit For (No) Tomorrow*, 731 ; Que reste-t-il de l'« esprit de Paris » ?, 733.

2016. Les Panama Papers, révélateur du rôle néfaste des paradis fiscaux, Vincent Drezet	735
<p>Une « fuite » lève le voile sur l'industrie de l'évitement fiscal, 736 ; Les paradis fiscaux au cœur des stratégies des multinationales, 738 ; Le rôle des banques à nouveau en question, 740.</p>	
2017. Multinationales : le début de la fin de l'impunité ?, Sandra Cossart	744
<p>Dépasser le « droit mou », 745 ; L'avènement d'un devoir de vigilance, 748 ; Procès contre les multinationales : une jurisprudence en construction, 750.</p>	
2018. Avec les Gafam, l'émergence d'un « capitalisme de surveillance », Frédéric Lemaire (avec des contributions d'Ivan du Roy)	753
<p>Éducation, santé, sécurité, loisirs... Une boulimie d'acquisitions, 755 ; « Capitalisme de surveillance », 757 ; Manipulation du débat public, 758 ; Monopole, exploitation et évasion fiscale, 760 ; Une IA vorace en énergie, 762.</p>	
2019. Saudi Aramco : l'entreprise la plus rentable au monde... et la plus nocive pour le climat, Mickaël Correia	765
<p>Plus que Google et Apple réunis, 766 ; Une bombe climatique, 768 ; Financer les criminels climatiques, 770 ; Transformer le carbone en cash, 771 ; L'ONU s'inquiète, 773.</p>	
2020. Les grands labos, profiteurs de pandémie, Rozenn Le Saint	775
<p>Abus de droit de propriété, 776 ; Chantage, 779 ; Des doses à un prix exorbitant, 780.</p>	
2021. McKinsey, conseiller de l'ombre, rattrapé par les scandales	784
2022. Le festin suisse des géants du négoce, sur fond de guerre en Ukraine, Agathe Duparc et Adrià Budry Carbó	787
<p>Guerre et profits, 788 ; Fromage et amour de la Russie, 789 ; Un dixième du PIB suisse, 791 ; Embargo à mèche lente, 792.</p>	
2023. Microprocesseurs et mégasubventions	796

2024. Lafarge, première entreprise mise en examen pour complicité de crime contre l'humanité	798
2025. Le Brésil en proie à l'agrobusiness et l'industrie minière, <i>Erika Campelo</i>	801
Viandes et soja, 802 ; Travail esclave, 804 ; Pollution minière, 805 ; De l'Amazonie à Brasilia, 807.	
Index	831